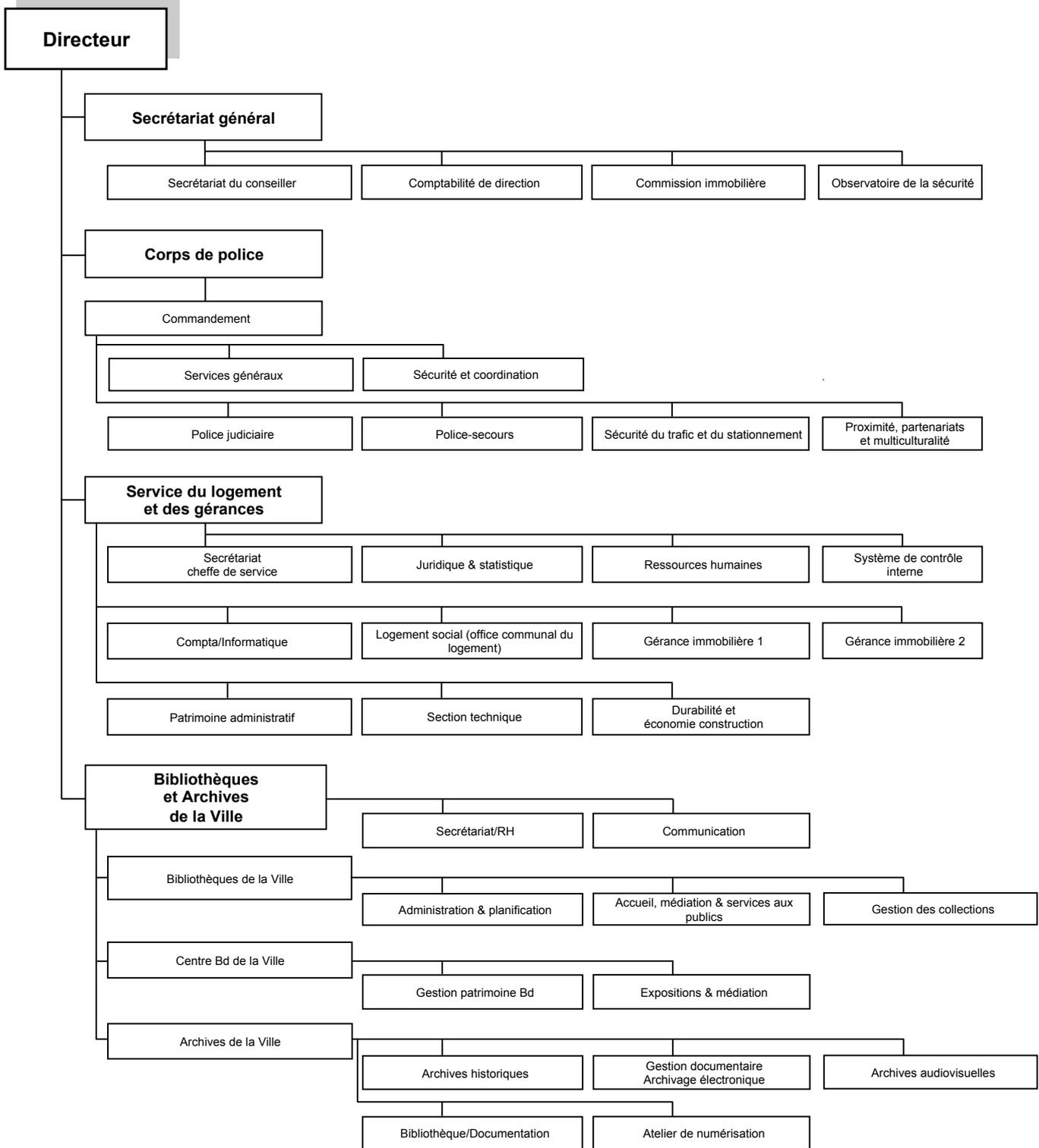


# Direction du logement et de la sécurité publique



## Direction du logement et de la sécurité publique (LSP)

L'année 2013 a été marquée par l'adoption du «Plan d'action de sécurité publique 2013-2014» visant à renforcer la présence policière au centre-ville ainsi qu'à lutter contre le deal et les infractions de rue (opération Héraclès), tout en affirmant le rôle essentiel de la police en termes de prévention des délits, de proximité et de lien social. L'opération Strada, menée en parallèle depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 avec la Police cantonale vaudoise et le Ministère public, et la collaboration étroite initiée entre les différents acteurs de la chaîne pénale, fait également partie intégrante de ce dispositif. S'y est ajoutée l'adoption de nouvelles mesures réglementaires visant à pacifier les nuits lausannoises (définition d'un concept de sécurité spécifique à chaque établissement de nuit) et à réglementer la mendicité en ville.

Le Service du logement et des gérances a ancré la stratégie de la Municipalité en matière de patrimoine administratif<sup>1</sup>, mis en place un système de contrôle interne<sup>2</sup> et démarré les travaux relatifs au préavis sur l'attribution des lots du futur écoquartier des Plaines-du-Loup; une consultation des groupes politiques et milieux intéressés a été organisée. La Ville a en outre poursuivi son développement immobilier à un rythme soutenu.

Les travaux liés à l'incendie de janvier ainsi qu'aux réaménagements des locaux, le développement du projet de la Maison du livre et du patrimoine (MLP) au Flon ainsi que la préparation du rapport-préavis formalisant les objectifs de la politique publique du livre et de la lecture ont fortement sollicité le Service des bibliothèques et archives. Le préavis permettant de renouveler le logiciel des bibliothèques et d'introduire la technologie RFID facilitant l'organisation du prêt a également été transmis au Conseil communal.

### SECRETARIAT GÉNÉRAL (SGLSP)

#### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

##### Secrétariat du conseiller

- gestion du secrétariat du Municipal
- coordination de la direction et suivi des décisions
- appui au Municipal

##### Comptabilité de direction

- comptabilité des services de la direction
- comptabilité des immeubles de la CPCL

##### Commission immobilière

- gestion de toutes les transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droits distincts et permanents de superficie, servitudes ainsi que tout autre droit réel restreint)
- valorisation des immeubles du patrimoine financier
- valorisation et conseil de gestion du patrimoine immobilier CPCL
- représentation de la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne

<sup>1</sup> Rapport-préavis N° 2013/33. Réponse aux postulats de MM. Gilles Meystre «Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l'administration... ou comment éviter que l'amélioration du service au public demeure une intention à géométrie variable»... «et Guy Gaudard «SSL = un seul toit»

<sup>2</sup> Préavis N° 2012/40

## Observatoire de la sécurité

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou lié au sentiment de sécurité (vie de nuit, mendicité, prostitution)
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité dans le respect des principes du développement durable
- évaluation des politiques publiques réalisées par l'Observatoire sous un angle quantitatif

## EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration Dir. LSP	7.80	6.30	8.05	8.05
Commission immobilière	3.00	3.00	3.00	2.80
Total service	10.80	9.30	11.05	10.85

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

Unité administrative	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013
Total service	+ 0.25

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Administration Dir. LSP	7	6.30	10	8.05
Commission immobilière	3	3.00	3	2.80
Total service	10	9.30	13	10.85

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
Total service	0	0

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-service (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	1	2

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Convention de départ	
Décès	
Démission	1
Départ à la retraite	
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	1

## Comptabilité de direction

L'organisation budgétaire 2012 imposant le maintien des structures comptables identiques à celles votées dans le cadre du budget 2012, la comptabilité de direction a concrétisé les changements organisationnels consécutifs à la nouvelle organisation des dicastères, le 1<sup>er</sup> janvier 2013, en intégrant les services transférés (le Corps de police et l'Observatoire de la sécurité) et en se séparant des Assurances sociales et de la Culture.

Cette nouvelle réorganisation a induit une augmentation de l'effectif de 0.4 ept le portant ainsi à 4.7 ept au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (+1 ept pour absorber le rapatriement du Corps de police et -0.5 ept attribué à AGC (Service de la culture) ainsi que -0.1 ept attribué à SIPP (Service des assurances sociales)). Le personnel a accepté d'augmenter provisoirement son taux d'activité du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2013 afin d'assurer la qualité des prestations et le respect des délais jusqu'à l'occupation du poste supplémentaire alloué.

## Commission immobilière (CI)

### Personnel

Le taux d'occupation du poste d'assistant administratif de la Commission immobilière a passé de 100% à 50% suite au changement du titulaire du poste. Cela ne change rien dans les faits, dans la mesure où l'assistant administratif de la CI effectuait déjà un 50% pour le secrétariat du Conseiller municipal. Cet état de fait ancien est dorénavant régularisé.

### Séances de la Commission immobilière

La Commission immobilière a siégé à cinq reprises en 2013 et a traité 29 affaires.

### Préavis

La Commission immobilière a rédigé ou participé à la rédaction en 2013 de six préavis et un rapport-préavis présentés au Conseil communal :

- Préavis N° 2013/02 – Extension des droits distincts et permanents de superficie n° 7438 et n° 7440 octroyés sur les parcelles de base n° 7430 et n° 7431 de l'avenue de Provence 10-12-22-24 et 14-16-18-20 à Lausanne ;
- Préavis N° 2013/08 – Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre les avenues des Bergières, Antoine-Henri-Jomini et du Mont-Blanc et le Centre de congrès et d'expositions de Beaulieu – Demande d'un crédit d'ouvrage pour l'aménagement des espaces extérieurs – Convention de développement et promesse de constitution d'un DDP à Orox Capital Investment S.A. ;
- Préavis N° 2013/26 – Plan partiel d'affectation Chalet-de-Praroman concernant la parcelle n° 15754 – Radiation partielle de plan d'extension légalisé n° 599 du 28.11.1980 concernant les régions périphériques et foraines de Lausanne – Elargissement du chemin du Chalet-de-Praroman – Octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à la Fondation internationale pour le développement du tir à l'arc (FIDTA) ;
- Rapport-préavis N° 2013/30 – Construction de logements modulaires pour les usagers du service social de Lausanne : octroi d'un droit de superficie à la coopérative Cité Derrière – Réponse au postulat de M. Stéphane Michel «*La résolution des problèmes d'hébergement précaire passe aussi par des seuils adaptés*» ;
- Préavis N° 2013/37 – Projet de construction de 8 bâtiments «Minergie-P-Eco®», comprenant 131 logements, deux zones d'activité et un parking souterrain de 93 places, sis chemin de Bérée 22a/b/c/d, 24a/b et 26a/b – Constitution de trois droits de superficie grevant les parcelles n° 20546 et 7277, en faveur de la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. - SILL – Octroi d'un cautionnement solidaire en faveur de la SILL ;
- Préavis N° 2013/38 – Projet de construction de deux bâtiments conformes au standard «Minergie-Eco®», comprenant 28 logements, un local d'activités, une bibliothèque de quartier, une garderie de 22 places, un parking de 88 places, dont 68 publiques et vingt privées, sis avenue de la Sallaz 53 et 55 – Constitution d'un droit de superficie en faveur de la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. – SILL – Octroi d'un cautionnement solidaire en faveur de la SILL ;
- Préavis N° 2013/39 – Parcelle 2449 – chemin des Sauges 20 à Lausanne – Propriété de la Commune de Lausanne - Radiation de la servitude «Hauteur des constructions» Id 2001/004550 – à charge des parcelles 2492, 2493 et 2494 et en faveur des parcelles 2431 et 2449.

### Opérations foncières

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2013 se trouve sous «Préambule – Conseil communal et Municipalité – Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal».

### Patrimoine financier

L'inventaire des immeubles du patrimoine de la Commune, segmenté par patrimoine financier et administratif, est en cours et touche 1'746 parcelles. Il servira de base à l'estimation du patrimoine financier qui s'effectuera en tenant compte des prescriptions du nouveau modèle comptable des communes (MCH2) qui entrera en vigueur à l'horizon 2017.

## Patrimoine CPCL

Pour la première fois en 2013, les prestations d'évaluations annuelles des immeubles de la CPCL ont fait l'objet d'une facturation spécifique.

## Estimation fiscale

Le délégué et son adjointe ont siégé à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne. Les taxations, nouvelles ou révisées ont apporté les augmentations suivantes des valeurs fiscales (impôt foncier communal perçu: 1.5‰).

2009	CHF 760'301'200.- (résultat final)
2010	CHF 812'560'260.- (résultat final)
2011	CHF 654'507'060.- (résultat intermédiaire)
2012	CHF 647'896'630.- (résultat intermédiaire)

## Observatoire de la sécurité

Très fortement sollicité, l'Observatoire a été renforcé par l'engagement d'un collaborateur à 75%, portant ainsi sa dotation à 155%, ce nouveau poste a été créé par réaffectation interne.

L'Observatoire a été fortement occupé par le dossier des nuits lausannoises: les mesures visant à pacifier les nuits lausannoises sont entrées en vigueur; les autorités et les exploitants de clubs se sont rencontrés à quatre reprises; une première soirée des Etats généraux de la nuit a été organisée; un concept de sécurité a été défini pour chaque établissement de nuit; plus de 160 agents de sécurité privée ont été formés et une trentaine d'étudiants en master de criminologie de l'Université de Lausanne ont planché, avec la professeur Manon Jendly, sur le développement de nouvelles actions de prévention nocturne.

Face à l'évolution des délits affectant l'ensemble des villes suisses, l'Union des villes suisses (UVS) a publié à un concept «Villes sûres en 2025», auquel l'Observatoire a été associé.

Un partenariat public-privé a permis d'initier la rénovation du passage pédestre de Riant-Mont avec les propriétaires concernés, en concertation avec les habitants.

Un groupe de travail interne à la Ville a travaillé sur la prostitution de rue afin de minimiser les problèmes de cohabitation tout en assurant la sécurité des professionnelles du sexe.

L'ensemble des installations de vidéosurveillance de la Ville de Lausanne est désormais conforme à la loi vaudoise sur la protection des données personnelles (LPrD).

Finalement, l'Observatoire a participé à plusieurs débats et formations en relation avec la sécurité et a poursuivi sa collaboration avec le Corps de police, les services de l'administration ainsi que diverses associations et institutions, en vue d'améliorer la sécurité au sens large.

## CORPS DE POLICE (CP)

### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

- assurer la sécurité des personnes et des biens
- maintenir la tranquillité et l'ordre publics
- veiller au respect des lois, des procédures et des bonnes mœurs
- répondre aux attentes de la population

### Services généraux

- gestion administrative et de projets
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes

### Sécurité et coordination (SC)

- conduite des opérations et coordination avec les partenaires
- gestion de la centrale d'alarme et d'engagement, des unités spéciales, du groupe d'intervention, de la brigade canine, de la cellule de négociation et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses

### Police judiciaire (PJ)

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois
- mener des enquêtes préliminaires et effectuer les investigations à la demande du Ministère public

### Police-secours (PS)

- gestion des interventions d'urgence
- maintien d'une présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois

**Sécurité du trafic et stationnement (STS)**

- gestion et prévention des accidents de circulation ainsi que la formation et la sensibilisation des usagers
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation

**Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)**

- développement de la sécurité urbaine de proximité
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives

**EFFECTIF DU PERSONNEL****Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Académie de police	8.30	7.80	8.50	8.40
Direction CP	9.00	9.20	11.00	10.10
Direction dév. & gestion int.	19.45	18.25	23.25	21.95
Direction opérationnelle	3.00	2.00	3.00	2.00
Logistique & exploitation	42.95	40.55	42.95	41.55
Police Judiciaire	107.10	101.50	112.10	110.30
Police-Secours	164.70	143.75	160.70	140.50
Proximité, parten.et multicult.	63.50	58.70	59.50	53.50
Sécurité coordination	51.50	47.50	59.50	59.50
Sécurité trafic, stationnement	138.00	119.90	139.00	129.45
<b>Total service</b>	<b>607.50</b>	<b>549.15</b>	<b>619.50</b>	<b>577.25</b>

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

Unité administrative	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013
Total service	+ 12.00

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Académie de police	8	7.80	9	8.40
Direction CP	10	9.20	11	10.10
Direction dév. & gestion int.	21	18.25	25	21.95
Direction opérationnelle	2	2.00	3	3.00
Logistique & exploitation	44	40.55	45	41.55
Police Judiciaire	106	101.50	115	110.30
Police-Secours	145	143.75	143	140.50
Proximité, parten.et multicult.	62	58.70	56	53.50
Sécurité coordination	48	47.50	59	58.50
Sécurité trafic, stationnement	128	119.90	137	129.45
<b>Total service</b>	<b>574</b>	<b>549.15</b>	<b>603</b>	<b>577.25</b>

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s / aspirant-e-s**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
	n	n
Académie de police	24	58
Direction CP	3	6
Direction dév. & gestion int.	3	1
<b>Total service</b>	<b>30</b>	<b>65</b>

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-services (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Nombre de mouvement(s)	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	29	37

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	24
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	2
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	1
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
Total service	29

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

La mise en œuvre du plan d'action de sécurité publique 2013-2014, avec notamment l'augmentation progressive de la présence policière au centre-ville, a débouché sur un premier bilan positif. L'année 2013 est marquée par une amélioration du climat sécuritaire, qui se traduit par une diminution de 3% des infractions au Code pénal et du nombre d'interventions de police (-8.3%); le nombre d'accidents de la circulation a atteint le niveau le plus bas depuis 1965. L'engagement de 12 agents de transfert, de surveillance et de garde (ATS), formés à l'usage des moyens de contrainte et de l'arme, a permis d'accroître la présence policière sur le terrain.

Depuis le mois d'avril, les agents ont effectué plus de 30'000 heures de patrouilles pédestres dans le cadre de l'opération Héraclès, ce qui a permis d'améliorer la qualité de l'espace public (baisse du nombre de délits et diminution des nuisances liées au trafic de produits stupéfiants en rue). L'entrée en vigueur de nouvelles dispositions réglementaires a permis de pacifier les nuits lausannoises et de restreindre la mendicité en ville. Le développement d'actions de proximité, généralement en partenariat avec d'autres services de l'administration, a mené à la résolution de problématiques locales, après concertation des résidents concernés (chemin de Riant-Mont; secteur des Prés-de-Vidy; parc de la Brouette).

Au chapitre des événements extraordinaires, il convient de relever l'intervention des Unités spéciales, avec l'appui de la Police cantonale vaudoise (PCV), suite au retronement d'un forcené dans son appartement à Praz-Séchaud. A cette occasion, l'engagement d'une arme non létale, soit le pistolet à impulsions électriques Taser, s'est révélé très efficace.

49 manifestations d'importance ont été prises en charge par le CP (29 en 2012), dont 21 matches du FC Lausanne-Sport et 13 du Lausanne Hockey-Club qui ont représenté un engagement de près de 10'000 heures, sept manifestations sportives d'importance et deux rassemblements non autorisés. Au total, toutes manifestations confondues, les membres du corps de police ont été mobilisé durant 17'000 heures (15'000 en 2012).

Le nombre d'infractions contre la police (entrave à l'action de la police, opposition aux actes de l'autorité et violence contre les fonctionnaires) a augmenté de 10% en 2013 (350 cas). On relève trois collaborateurs blessés par des tiers, 34.5 jours d'incapacité de travail suite à des blessures accidentelles et trois cas de risque de transmission de maladie.

Suite à l'analyse structurelle de l'organisation, il a été décidé de rétablir un lien direct entre le commandant et les divisions opérationnelles. Les entités transversales, participant au processus de soutien et de développement, ont été regroupées au sein des services généraux.

Le Corps de police a rédigé ou participé à la rédaction en 2013 de deux préavis et d'un rapport-préavis présentés au Conseil communal:

- Rapport-préavis N° 2013/04 – Postulat de Mme Françoise Longchamp: Responsabilisons les délinquants mineurs par l'introduction à Lausanne de la «conciliation extrajudiciaire»;
- Préavis N° 2013/16 – Réaffectation du bâtiment de Saint-Martin 31 au profit du Corps de police;
- Préavis N° 2013/29 – Remplacement du système d'aide à l'engagement de la centrale d'alarme et d'engagement du Corps de police.

## SERVICES GÉNÉRAUX (SG)

### Communication et prévention

Le bureau de la communication a répondu à quelque 200 sollicitations, diffusé 55 communiqués de presse ainsi que plusieurs dizaines de messages préventifs par le biais du «117 Express» et organisé plusieurs conférences de presse.

Le nouveau site internet est devenu plus convivial, en regroupant notamment toutes les informations utiles à la population. Dans le cadre de la campagne de prévention axée sur les vols dans les lieux publics et les cambriolages, la police a été présente dans divers centres commerciaux et lieux publics en fin d'année, en diffusant notamment des visuels présentant des situations à risques, extraites de cas réels filmés par vidéosurveillance.

### Finances et logistique

Plusieurs projets importants ont vu le jour ou ont été activement suivis durant l'exercice 2013, comme le remplacement du système d'aide à l'engagement de la centrale d'alarme et d'engagement du Corps de police (SAE 2015), élaboré en étroite collaboration avec la PCV, et la réalisation de plusieurs applications métier permettant d'optimiser l'activité administrative.

Outre l'entretien ordinaire de l'Hôtel de police, le personnel de la maintenance immeuble a été engagé dans l'isolation de quelque 200 cadres de fenêtre, la mise à niveau du concept électrique des couloirs, des locaux techniques et des WC et la rénovation des ascenseurs de l'Hôtel de police ainsi que dans la remise à niveau de la sécurité de la réception du poste de quartier du Flon. Cette entité a également conçu un stand modulable.

## **Ethique**

### *Comité d'éthique*

Le comité a remis son premier rapport d'activités couvrant la période 2009 à 2012, accompagné d'une synthèse de ses avis ainsi que de recommandations portant notamment sur les problématiques relatives au délit de faciès et à la mendicité. Il a poursuivi son travail de réflexion et abordé de nouvelles thématiques relatives au contexte de travail difficile des policiers, au niveau de responsabilité et sphère de compétences des cadres, au rôle et positionnement des cadres intermédiaires, à l'autonomie du policier sur le terrain, ainsi qu'à l'identification systématique d'un plaignant lors d'un dépôt de plainte.

### *Entité éthique*

Sur le plan institutionnel, l'éthicien a rendu, après consultation des juristes et du déontologue, plusieurs avis de fond sur divers cas individuels et sensibles portés à sa connaissance.

En sa qualité de membre du comité technique sur le comportement policier du réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOL), l'entité a contribué à la mise sur pied d'un catalogue des formations en éthique et lancé un travail global de définition des cursus de formations.

## **Déontologie**

Le 1<sup>er</sup> mars 2013, le Code de déontologie de l'organisation policière vaudoise a été ratifié par le Conseil cantonal de sécurité et la direction opérationnelle, après un long processus de travail, d'information et de consultation amorcé en janvier 2010. Ce document prévoit notamment la mise sur pied d'une structure cantonale chargée de veiller aux modalités d'application, dans laquelle chaque corps de police vaudois sera représenté. Ce collège devra poursuivre un objectif d'amélioration continue des pratiques professionnelles et de l'image métier.

La commission préposée à la déontologie a rendu son rapport annuel d'activité pour l'année 2013 qui fait état d'une augmentation des cas annoncés (29 cas en 2013 contre 17 en 2012). Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des cas d'entrave à l'action d'un fonctionnaire, de trouble à la tranquillité et à l'ordre publics ainsi que par l'introduction de nouvelles dispositions régulant la mendicité. Le nombre de cas avérés est en baisse (2 en 2013 contre 6 en 2012).

## **Unité psychologique**

En sous-effectif de janvier à août suite à deux congés maternité, l'unité psychologique a poursuivi son travail de soutien (cellule de débriefing interne, cellule AVP-Police destinée aux victimes civiles et cellule psychologique du plan DIAM) et de formation continue (cours à l'Institut suisse de police et formation interne).

## **Unité juridique**

A la faveur de la restructuration interne, cette unité compte désormais 2.8 ept suite au rattachement de la collaboratrice affectée au suivi opérationnel.

Cette unité a été fortement sollicitée par la modification puis la mise en œuvre du RGP.

## **Centre de formation (CFPL)**

Le CPFL a organisé l'entrée en service et les stages des 39 aspirants de la volée 2013, qui suivent actuellement l'école de police. Il a assuré un appui à leur formation de base ainsi qu'à celle des ATS, et dispensé une formation d'intégration de trois semaines aux 24 nouveaux agents qui ont obtenu leur brevet fédéral.

Il a collaboré aux sessions d'examens et à la journée d'information à l'académie, organisé six soirées de présentation de la police et participé, pour la deuxième année consécutive, au Salon des métiers.

Le CFPL a mandaté un formateur externe durant les quatre derniers mois de l'année suite à l'absence prolongée de deux instructeurs permanents, accidentés.

## **Ressources humaines (RH)**

L'année 2013 a été marquée par le départ de 31 personnes, soit 23 policiers, un assistant de sécurité publique et sept civils et l'arrivée de onze policiers formés, 37 aspirants, dix assistants de sécurité publique (ASP) et douze ATS.

L'entité RH a accompagné la division PPM dans sa réorganisation de l'unité affectée à la remise des commandements de payer, suite à la révision du processus par l'Ordre judiciaire vaudois.

L'aménagement du temps de travail (ATT) a été introduit en juillet 2013 pour les collaborateurs-trices civil-e-s.

Dix ateliers «santé» ont été conduits sur les thèmes de l'alimentation, du sommeil et de l'activité physique afin de sensibiliser les policiers en tournus à l'importance d'une bonne hygiène de vie.

## **SÉCURITÉ ET COORDINATION (SC)**

Cette division opérationnelle transversale est en perpétuel mouvement. Un nouveau poste y a été créé, à savoir la fonction de chef des opérations qui a été confiée au chef de la division.

Le dispositif Héraclès a été pleinement déployé et les résultats obtenus sont encourageants. L'espace public a retrouvé sa sérénité en journée, et les nuits lausannoises n'ont plus connu les débordements de 2012, à une exception près (règlement de compte entre deux bandes rivales à la place de l'Europe).

### **Centrale d'alarme et d'engagement (CAE)**

La CAE a connu une baisse du nombre d'appels (82'845 contre 88'175 en 2012).

La nouvelle centrale téléphonique, qui permet de recevoir les appels au 117 (police) et au 112 (numéro généraliste européen), a été mise en fonction en mars 2013 et a connu plusieurs pannes de jeunesse en avril 2013.

## **UNITÉS SPÉCIALES (US)**

### **Groupe d'intervention (GIPL)**

L'activité du Groupe d'intervention de la police de Lausanne (GIPL) est en augmentation (136 opérations en 2013, contre 115 en 2012 et 86 en 2011) suite à l'intensification de la collaboration avec la Police judiciaire pour les arrestations de suspects potentiellement dangereux, que ce soit au terme d'une enquête ou dans le cadre de la lutte contre le trafic de produits stupéfiants. Le nombre d'interpellations d'individus armés et d'arrestations de personnes violentes et dangereuses reste stable. La hausse du nombre de personnes interpellées s'explique par la mise sur pied de deux opérations de grande envergure (240 personnes interpellées en 2013 contre 207 en 2012 et 147 en 2011).

### **Task force (TF)**

Mise sur pied en juin 2012 et subordonnée pour son engagement à la division SC, cette entité est principalement liée au dispositif Héraclès. Constituée de manière ad hoc et regroupant actuellement les ressources initialement allouées à la brigade canine (neuf personnes) et à la brigade cycliste (cinq personnes), elle renforce les patrouilles de rue, la journée au centre-ville et durant les nuits de week-end, et lutte principalement contre la vente de produits stupéfiants (490 dénonciations).

### **Brigade canine (COPS)**

La brigade canine, forte de dix conducteurs/trices et de 11 chiens, est engagée principalement au profit de la TF et de la recherche de personnes.

### **Cellule de négociation (CN)**

La CN, constituée de cinq négociateurs, trois psychologues, dont deux en formation, a connu une année plus calme, avec cinq interventions relativement critiques. Tous les protagonistes se sont révélés être des hommes en crise suicidaire aiguë (arme à feu ou arme blanche, suicide par saut, absorption de médicaments), liée majoritairement à une surcharge émotionnelle, suite à des pertes affectives, financières. Tous les cas ont trouvé une issue heureuse (prise en charge par des spécialistes de la santé mentale).

### **Organisation DIAM**

L'état-major DIAM a pour rôle de garantir une préparation optimale des services en cas d'événements majeurs à Lausanne (accident chimique, incendie, grande panne électrique). Du 1<sup>er</sup> juin au 30 août, les membres de l'état-major ont ainsi assuré une permanence en cas de déclenchement du plan Canicule.

Des réflexions ont été engagées avec l'armée suisse afin de préparer un exercice de grande envergure qui se déroulera en partie sur le territoire de la Commune de Lausanne.

## **POLICE JUDICIAIRE MUNICIPALE (PJM)**

### **Brigade des investigations générales (BIG)**

L'activité est restée stable par rapport à l'exercice 2012 et concernait essentiellement des auteurs de lésions corporelles, de voies de fait et de dommages à la propriété.

Il a été procédé, d'entente avec la Police cantonale, à la simplification de certaines procédures, notamment en matière de vols à l'étalage et de violations de domicile dans les commerces.

### **Brigade criminelle**

Le nombre de brigandages a connu une baisse significative (-14%, soit 430 cas en 2013 contre 499 en 2011).

La fréquence des brigandages à main armée, ciblant notamment les commerces, les kiosques, les stations-services et les bijouteries, est restée stable ; ces délits sont le fruit d'une délinquance transfrontalière. Il convient de relever l'interpellation,

à Andorre, d'une bande de Lituaniens, spécialisée dans les brigandages de bijouterie en Allemagne et en Suisse, dont Lausanne, peu après une nouvelle attaque.

Aucun meurtre n'a été recensé en 2013 alors que les chiffres 2013 enregistrent une tendance à la baisse des rixes, des tentatives d'homicide et des lésions corporelles graves (-7% pour les infractions à la vie et à l'intégrité corporelle).

Les vols par effraction dans les commerces et les habitations ont connu une légère baisse (-5% pour l'ensemble des délits au patrimoine). De nombreuses arrestations ont été réalisées et les vols et cambriolages demeurent une priorité.

### **Brigade des stupéfiants**

L'année écoulée a connu un niveau d'activité très élevé dans le domaine de la lutte contre le trafic de produits stupéfiants (+9% pour l'ensemble des infractions à la loi sur les stupéfiants). Grâce à sa bonne connaissance du milieu de la drogue et des modes opératoires des trafiquants, la brigade a réalisé l'une de ses plus grosses enquêtes dans le domaine du trafic de cocaïne à Lausanne. Treize opérations successives ont permis, à chaque fois, d'aboutir à de grosses saisies et à des arrestations. En tout, plus de 11 kilos de cocaïne et CHF 40'000.– en espèces ont été saisis, permettant l'arrestation de dix mules et de 23 grossistes. Cette opération a incontestablement affaibli les grossistes lausannois en portant un coup sérieux à l'approvisionnement en cocaïne. Une quinzaine d'enquêtes dites «réseaux» ont été conduites à l'endroit de trafiquants, enquêtes qui ont permis de saisir plus de trois kilos de cocaïne, 1.3 kilos d'héroïne, 5'700 pilules d'ecstasy, environ dix kilos et 1'600 plants de Marijuana, et CHF 335'000.– en espèces. Sur l'ensemble de l'année, 93 trafiquants ont été incarcérés (contre 67 en 2012), dont 50 condamnés pour cas grave (une année de privation de liberté au minimum).

S'agissant du trafic de produits stupéfiants dans la rue, ce sont 211 trafiquants (+6.6%) qui ont été interpellés par le groupe CELTUS (groupe des flagrants délits de la brigade des stupéfiants). Ces derniers sont dorénavant tous condamnés à des peines de prison ferme depuis l'entrée en vigueur de l'opération Strada le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

La présence soutenue de la brigade des stupéfiants sur le terrain, en étroite collaboration avec la police en uniforme, associée aux enquêtes de longue haleine visant à démanteler les filières d'approvisionnement, a permis de déstabiliser les trafiquants de manière significative.

### **Brigade des mœurs**

Le nombre d'infractions contre l'intégrité sexuelle à l'endroit de victimes mineures et majeures, de même que les maltraitements sur les mineurs et les cas graves de violences domestiques sont restées stables. L'augmentation statistique de 80% est biaisée par une affaire impliquant près de 60 victimes et liée à une plainte de Facebook USA à l'encontre d'une personne domiciliée à Lausanne.

Dans le domaine de la prostitution, la brigade a poursuivi ses contrôles en rue à raison d'un à deux soirs par semaine afin de prévenir la traite d'êtres humains et d'enregistrer les professionnel(le)s du sexe. Une opération spécifique a été menée en mars et avril 2013 pour évaluer le niveau d'implantation du milieu bulgare. On enregistre une augmentation du nombre de salons de massage (70 en 2013 contre 60 en 2012).

### **Brigade de la jeunesse**

Le nombre de mineurs déferés devant le Tribunal est en forte augmentation par rapport à l'année 2012 (+88%). Cette hausse s'explique notamment par la mise en œuvre progressive de la nouvelle procédure pénale, procédure qui a demandé une période d'adaptation; les chiffres 2013 sont comparables à ceux enregistrés en 2010, année précédant l'introduction du Code de procédure pénale (CPP 2011).

La brigade interpelle de plus en plus de jeunes en flagrant délit et son champ d'action s'est élargi aux ventes illégales d'alcool et de cigarettes aux mineurs.

L'action préventive représente quelque 530 heures de présence visible en rue, de jour comme de nuit, au centre-ville, dans les quartiers, aux abords immédiats d'établissements ou encore dans des lieux fréquentés par des jeunes. Dans le cadre du concept prévention mis en œuvre, les directions scolaires peuvent compter sur l'intervention d'un inspecteur répondant qui prend en charge les différents problèmes relevant du domaine pénal et d'une spécialiste qui vient en appui pour délivrer un message préventif; cette activité fera l'objet d'une évaluation en 2014, conformément au rapport-préavis N° 2010/18<sup>1</sup>.

A l'instar des années précédentes, la problématique liée au mauvais usage des réseaux sociaux (diffamation, menaces, injures) reste un souci majeur.

### **Brigade rue**

La brigade rue, composée de cinq unités, a interpellé 173 personnes (185 en 2012), soit 118 hommes et 55 femmes, pour vols à la tire et vols simples principalement. La délinquance de passage, notamment des femmes bulgares, parfois récidivistes et logeant dans des hôtels à bas prix de la région de Berne et se déplaçant en transports publics, a connu une baisse

<sup>1</sup> Politique municipale en matière de vie nocturne : participation au PAct-Alcool cantonal, report, de 05h00 à 06h30, de l'ouverture, les samedis et dimanches matin, des établissements de jour servant de l'alcool, développement d'une approche pédagogique active au sein de la Brigade de la jeunesse et réponses à la motion de Mme Françoise Longchamp «invitant la Municipalité à examiner la manière dont elle pourrait réaliser, en collaboration avec les institutions œuvrant en la matière et les entreprises locales, une grande campagne de prévention générale des problèmes d'alcool chez les jeunes», au postulat de Mme Florence Germond «pour renforcer la prévention de la violence et celle liée à la consommation excessive d'alcool à Lausanne», ainsi qu'au postulat de Mme Françoise Longchamp «incitons les établissements publics de nuit à signer la Charte de 2004»

(17 interpellations contre 47 en 2012). Les vols à l'astuce commis à proximité des distributeurs automatiques de billets et des guichets de poste, par des personnes originaires des pays de l'Est qui se replient ensuite dans le sud de l'Europe où ils résident, constitue un nouveau phénomène.

## **POLICE SECOURS (PS)**

L'année 2013 a connu une baisse du nombre des interventions (34'230 contre 37'323 en 2012). La présence en rue a été accrue et PS a développé ses activités dans le domaine de la circulation routière et du respect du règlement général de police, le tout à effectif constant. S'y ajoute une situation événementielle sportive riche, principalement en regard des rencontres du Lausanne-Sport et du Lausanne Hockey Club imposant des moyens sécuritaires importants.

## **SÉCURITÉ DU TRAFIC ET STATIONNEMENT (STS)**

L'année 2013 a été ponctuée par un fort engagement du personnel spécialisé, venu en appui à la gestion des manifestations et des matches, aux interventions de PS et aux opérations Bermudes.

### **Campagnes de prévention**

Trois campagnes de prévention nationales ont été relayées sur le territoire communal par voie d'affiches, dont deux accompagnées de contrôles préventifs de circulation (rentrée scolaire «Stop avant le choc»; semaine de la lumière «Visibilité = sécurité»).

Six campagnes ont été mises sur pied dans le cadre de la prévention coordonnée cantonale afin de sensibiliser conducteurs et piétons aux problématiques liées à la priorité dans les giratoires, aux comportements sur la route et à la visibilité en période hivernale.

Dix contrôles routiers ont permis de sensibiliser 185 conducteurs. Le nouveau clip intitulé «Les deux vies de Sophie», réalisé en étroite collaboration avec le secteur de communication et prévention, servira de base didactique dans les écoles.

### **Contrôles de vitesse**

L'effet préventif des contrôles de circulation avec appareils mobiles s'avère positif; le pourcentage des conducteurs dénoncés, en regard des véhicules enregistrés, accuse une légère baisse (3.93% contre 5.13% en 2012). On assiste cependant, en nombre absolu, à une augmentation importante des automobilistes qui ont fait l'objet d'une dénonciation pour excès de vitesse (+83%).

Dans les secteurs suburbains, limités à 80 km/h, 7'654 conducteurs ont été dénoncés pour avoir roulé au-dessus de la norme légale. Deux vitesses extrêmes y ont été relevées, soit 141 km/h sur la route de Neuchâtel secteur Vernand (limitée à 60 km/h) et 146 km/h sur la route des Paysans (limitée à 80 km/h!).

S'agissant du réseau urbain, 49 conducteurs ont été flashés à des vitesses supérieures à 90 km/h (29 en 2012), avec un maximum de 134 km/h au carrefour Elysée-Ouchy.

Treize crimes de chauffards auront été déférés au Ministère public, leurs auteurs encourant une peine privative de liberté et un an de retrait du permis de conduire au minimum.

Côté prévention, les trois installations d'indication instantanée de la vitesse ont permis de sensibiliser 2'818'759 usagers (2'031'269 en 2012).

### **Contrôles à l'éthylomètre**

Une augmentation du nombre de personnes contrôlées est à relever, soit 7'127 contre 4'884 en 2012. Le nombre total de conduite en état d'ivresse a quant à lui augmenté (420 contre 404 en 2012).

### **Contrôles aux carrefours**

Dès la fin de l'été, la mise en place de 14 nouvelles installations de contrôles automatiques de la vitesse et des feux a conduit à une augmentation de 18.9% des infractions. Quant au nombre de conducteurs dénoncés, proportionnellement aux passages enregistrés, il est en légère baisse de 0.04% (0.15% en 2013 contre 0.19% en 2012).

### **Infractions de circulation et de stationnement**

L'engagement de 8 ept supplémentaires dès l'automne a induit une hausse des infractions enregistrées (+19.75% par rapport à 2012, dont +3.93% pour le stationnement nocturne (19'804 contre 19'056 en 2012) et +3.14% pour le parcage sur les trottoirs). Les dépannages et les évacuations forcées de véhicules sont restés stables.

### **Accidents de circulation**

Fait exceptionnel, on enregistre une baisse des constats d'accidents (-13% par rapport à 2012), des personnes blessées (-16%), des délits de fuite après accident (-16%) et des piétons victimes d'accident (-4%, soit 83 victimes, dont malheureusement cinq enfants supplémentaires). Un seul cas mortel est à déplorer, impliquant à nouveau, et comme l'année dernière, une piétonne qui traversait l'avenue d'Echallens alors que le train du LEB transitait.

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création du groupe-accidents a été marqué par la tenue d'un stand au Comptoir suisse.

## PROXIMITÉ, PARTENARIATS ET MULTICULTURALITÉ (PPM)

2013 a vu la mise en service du nouveau véhicule «poste de police mobile», qui permettra prioritairement de se déplacer dans les quartiers ainsi que de s'engager dans des manifestations particulières et de campagnes de prévention et d'information.

Deux modules de formation spécifique ont permis de sensibiliser et d'échanger sur la communauté rom ainsi qu'avec des personnes d'origine africaine qui ont vécu l'exil ainsi que la délinquance de rue, liée à la vente de produits stupéfiants.

S'agissant des activités de communication et de prévention, la présence au Comptoir suisse, au Salon des métiers et dans le cadre de la campagne de prévention contre les vols, ont constitué les moments forts de l'année.

Dans le cadre du projet de la campagne *Moi & les autres*, une belle collaboration entre des jeunes du quartier de la Bourdonnette, le centre d'animation et la police, a permis de faire tomber certaines barrières. Au final, c'est un film et une participation au Raid Aventure mis sur pied par la police de Lausanne qui ont couronné ces 12 mois de collaboration.

### Brigade de vie nocturne et de prévention du bruit (BVNPB)

Le groupe prévention du bruit, constitué de quatre collaborateurs, a été rebaptisé et complètement intégré comme partenaire prioritaire dans le dispositif des actions mises en place afin de pacifier les nuits lausannoises. Il s'est tout d'abord concentré, d'entente avec les exploitants concernés, sur la redéfinition des concepts de sécurité autour des établissements de nuit, avant de contribuer à la formation obligatoire des agents de sécurité. La BVNPB a continué à effectuer les contrôles de capacité et de niveaux sonores avec l'appui primordial de stagiaires issus de Police-secours.

Partenaire privilégiée de la police communale du commerce, la brigade lui remet un nombre considérable de préavis qui servent de base à ses décisions (482 dossiers écrits et 121 avis téléphoniques).

### Bureau des objets trouvés

Le personnel a reçu 14'823 personnes au guichet, répondu à 19'036 appels téléphoniques et s'est vu remettre CHF 68'404.20, dont 88% ont pu être restitués (propriétaires légitimes ou trouveurs). Le nombre global de trouvailles se monte à 13'263 objets, dont 478 téléphones portables.

Le prix des médailles a été porté de CHF 5.– à CHF 20.–, conformément aux décisions prises dans le cadre du PSAF. Il semble que cela ait eu une incidence négative sur le nombre de pièces vendues (290 exemplaires contre 1161 en 2012).

### Structure administrative – bureau des notifications

En 2013, l'Ordre judiciaire vaudois a revu le processus de remise des commandements de payer, déléguant la première étape du processus de notification à la Poste. En conséquence, le nombre de collaborateurs et de collaboratrices de cette unité, qui sera rebaptisée Bureau des notifications, a été revu à la baisse dès janvier 2014. Ces collaborateurs civils reprendront la notification des commandements de payer, des sentences municipales et préfectorales, ainsi que les mandats émis par l'Office des poursuites.

## ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ

Après plusieurs années de fortes hausses, on assiste à une légère baisse du nombre des infractions au code pénal, qui se manifeste notamment par une baisse du nombre d'infractions au patrimoine (vols et cambriolages) ainsi qu'à l'intégrité corporelle.

La hausse du nombre d'infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants reflète quant à elle une augmentation de l'activité policière. Dans le domaine des stupéfiants, les affaires sont en effet révélées par la police. Cela tient notamment aux opérations Héraclès et Strada qui ont engendré davantage de proactivité dans ce domaine. Ces différentes opérations ont conduit à identifier davantage de personnes en situation irrégulière, effet perceptible dans les valeurs enregistrées sous effractions à la loi sur les étrangers (+19%).

### Elucidations et évolution des infractions selon la loi

	2012		2013		Différence
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations	
Code pénal (CP)	28'168	19,8%	27'245	20.6%	-3%
dont					
Total vie et intégrité corporelle	1'064	73.5%	986	72.8%	-7%
Total patrimoine	22'196	13.6%	21'089	13.0%	-5%
Loi sur les stupéfiants (LStup) <sup>1</sup>	7'359	83.8%	8'036	91.9%	9%
Loi sur les étrangers (LEtr)	2'516	99.9%	2'988	100%	19%
Autres lois fédérales annexes	17	100%	30	93.3 %	76%

© OFS, Neuchâtel 2014

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> octobre 2013 est entrée en vigueur la modification de la loi sur les stupéfiants avec l'introduction des amendes d'ordre pour la consommation de stupéfiants par des adultes ayant des effets de type cannabique et pour les cas dont la quantité n'excèdent pas dix grammes de stupéfiants. Le nombre d'amendes d'ordre ne figure pas dans le graphique/tableau ci-dessus qui concerne uniquement les dénonciations.

## Evolution des accidents de la circulation

	2000	2010	2011	2012	2013
Accidents de circulation (constats)	1'733	1'111	1'011	1'054	915
Personnes blessées	528	437	412	448	375
Personnes tuées	5	0	4	1	1
Fuites après accident	706	351	361	339	285
Piétons victimes, dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	104 28	69 20	83 22	87 13	83 18

## SERVICE DU LOGEMENT ET DES GÉRANCES (SLG)

### PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

#### Secrétariat, juridique et statistique, ressources humaines, système de contrôle interne

- gérer les tâches administratives liées aux activités de la cheffe de service et de son adjoint
- offrir un soutien juridique dans le domaine du logement
- préparer les statistiques nécessaires au suivi régulier de l'évolution du marché du logement
- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif (septante personnes) et d'exploitation (117 personnes)
- produire des tableaux de bord et un rapport annuel interne sur la gestion immobilière confiée au service

#### Comptabilité/informatique

- assurer les prestations du correspondant en microinformatique
- réaliser toutes les écritures comptables du service, notamment celles liées aux activités de gérance (hormis COLOSA)
- réaliser le bouclage annuel des comptes

#### Logement social (OCL)

- gérer l'inscription aux logements subventionnés et contrôlés conformément à la législation en vigueur
- réviser les conditions d'occupation des locataires des logements subventionnés ou contrôlés conformément à la législation en vigueur
- offrir les prestations d'assistance à la recherche d'un logement subventionné aux candidats locataires éprouvant des difficultés à obtenir un logement adapté à leur situation
- organiser la «Fête des voisins»
- participer à l'élaboration de certains plans de quartier impliquant la participation des habitants

#### Gérance immobilière 1

- gérer le parc immobilier «historique» de la CPCL comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés
- gérer, pour le compte de la CPCL, les immeubles COLOSA (composés quasi exclusivement d'immeubles subventionnés ou contrôlés) et en assurer la comptabilité
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL)

#### Gérance immobilière 2

- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville
- gérer et suivre l'évolution des contrats de droit de superficie
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan mobilité lausannois (PML)

#### Patrimoine administratif

- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville
- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale
- assister les services dans les recherches de solution de location

#### Section technique

- conduire les projets de construction, rénovation et transformation pour le compte de la CPCL
- conduire les projets de rénovation, transformation et nouvelle construction du patrimoine financier de la Ville

#### Durabilité et économie de la construction

- développer de nouveaux projets de logements durables à des prix abordables, en partenariat avec des investisseurs privés et/ou publics
- garantir la durabilité des constructions planifiées sur les parcelles communales et des niveaux de loyers ou prix de vente abordables
- accompagner les opérations de rénovation du patrimoine bâti de la Ville
- participer activement au projet Métamorphose et codévelopper l'écoquartier des Plaines-du-Loup

## EFFECTIF DU PERSONNEL

**Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bâtiments administratifs (BAD)	44.47	43.22	42.60	41.14
Colosa	8.23	8.23	8.23	7.23
Gérances	38.29	36.95	38.44	35.87
Logement	16.70	16.60	16.85	16.75
<b>Total service</b>	<b>107.69</b>	<b>105.00</b>	<b>106.11</b>	<b>100.98</b>

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

Unité administrative	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013
<b>Total service</b>	<b>- 1.58</b>

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Bâtiments administratifs (BAD)	91	43.22	88	41.14
Colosa	9	8.23	8	7.23
Gérances	66	35.95	66	34.87
Logement	21	17.60	22	17.75
<b>Total service</b>	<b>187</b>	<b>105.00</b>	<b>184</b>	<b>100.98</b>

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
	n	n
Colosa	3	3
Gérances	2	3
<b>Total service</b>	<b>5</b>	<b>6</b>

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-services (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	14	9

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	7
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	2
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
<b>Total service</b>	<b>14</b>

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Deux rapports-préavis précisant la politique communale dans les domaines du logement pour les jeunes en formation ainsi que la stratégie d'implantation des locaux de l'administration communale ont été rédigés et discutés au sein d'une commission communale ; tous deux figurent à l'ordre du jour du Conseil communal :

- le préavis N° 2013/42 «*Pour une politique lausannoise du logement des jeunes en formation*», en réponse à la motion de M. Benoît Gaillard, institue une politique claire et affirmée en matière de développement de l'offre de logements pour les étudiants et jeunes en formation;
- le préavis N° 2013/33 «*Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l'administration... ou comment éviter que l'amélioration du service au public demeure une intention à géométrie variable*», en réponse au postulat de M. Gilles Meystre, confirme la stratégie municipale en matière d'implantation ou de location de nouvelles surfaces administratives et introduit une procédure spécifique pour l'attribution et la location de locaux.

Par ailleurs, le SLG a rédigé ou participé à la rédaction en 2013 de sept autres préavis et quatre rapport-préavis présentés au Conseil communal :

- Préavis N° 2013/08 – Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre les avenues des Bergières, Antoine-Henri-Jomini et du Mont-Blanc et le Centre de congrès et d'expositions de Beaulieu – Demande d'un crédit d'ouvrage pour l'aménagement des espaces extérieurs – Convention de développement et promesse de constitution d'un DDP à Orox Capital Investment SA;
- Rapport-préavis N° 2013/12 – Réponse à la motion de M. Guy Gaudard: «*Cautionnons.... ce qui doit l'être*»;
- Rapport-préavis N° 2013/19 – Réponse au postulat de MM. Jean-François Cachin et Guy Gaudard «*Pour plus de sécurité sur le chemin piétonnier reliant l'avenue de la Vallonnette au chemin du Devin*»;
- Rapport-préavis N° 2013/20 – Réponse au postulat de M. Vincent Rossi: «*Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale*»;
- Préavis N° 2013/27 – Projet Métamorphose – Rapport au Conseil communal sur l'évolution du projet Métamorphose et sur son évaluation financière – Modification du Plan général d'affectation au lieu-dit La Tuilière-Blécherette – Demande de crédit pour la participation communale au déplacement de la route de Romanel, l'aménagement provisoire du carrefour de la Blécherette et les travaux de construction des nouveaux réseaux souterrains – Demande de crédit d'étude pour le centre de football de la Tuilière – Demande de crédit pour l'organisation d'un concours sur la partie sud du site de la Tuilière – Demande de crédit pour l'étude de sept objets Métamorphose;
- Rapport-préavis N° 2013/30 – Construction de logements modulaires pour les usagers du service social de Lausanne: octroi d'un droit de superficie à la coopérative Cité Derrière – Réponse au postulat de M. Stéphane Michel «*La résolution des problèmes d'hébergement précaire passe aussi par des seuils adaptés*»;
- Préavis N° 2013/37 – Projet de construction de huit bâtiments «*Minergie-P-Eco®*», comprenant 131 logements, deux zones d'activité et un parking souterrain de 93 places, sis chemin de Bérée 22a/b/c/d, 24a/b et 26a/b – Constitution de trois droits de superficie grevant les parcelles n° 20546 et 7277, en faveur de la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A.-SILL – Octroi d'un cautionnement solidaire en faveur de la SILL;
- Préavis N° 2013/38 – Projet de construction de deux bâtiments conformes au standard «*Minergie-Eco®*», comprenant 28 logements, un local d'activités, une bibliothèque de quartier, une garderie de 22 places, un parking de 88 places, dont 68 publiques et vingt privées, sis avenue de la Sallaz 53 et 55 – Constitution d'un droit de superficie en faveur de la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A.-SILL – Octroi d'un cautionnement solidaire en faveur de la SILL;
- Préavis N° 2013/44 – Rénovation et extension de la voirie, du marquage routier, des installations de régulation du trafic et réfection d'ouvrages – Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics – Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau – Remplacement et extension ordinaires des réseaux des Services industriels – Réfection de surfaces privées communales – Réfection de surfaces extérieures (préaux et parkings) des établissements scolaires – Crédits-cadres annuels 2014;
- Préavis N° 2013/64 – Immeuble Pré-du-Marché 1 et Neuve 2 à Lausanne – Demande de crédit pour la rénovation complète de l'immeuble.

Du point de vue environnemental, le programme 3'000 logements a connu un point d'inflexion. En effet, les nouvelles opérations lancées en 2013 visent la compatibilité avec le concept de Société à 2'000 watts et ce, conformément aux conclusions du préavis N° 2013/20 «*Réponse au postulat de M. Vincent Rossi: «Construire Minergie à Lausanne est une pratique normale*».

La cheffe de service a été impliquée dans le développement de nombreux projets majeurs intégrant une forte proportion de logements (à Malley-Centre, En Conjonnex, au réservoir du Calvaire, à Sévelin et au Plan directeur communal). Elle a participé à de nombreuses consultations, études de faisabilité pour la CPCL (Pavement, la Borde) et a fonctionné en tant que membre du jury au sein de divers concours (Maison du livre et du patrimoine, Pra Roman, Les Fiches En Bérée, Montelly). Elle représente la Municipalité au sein des organes de gouvernance des plus grandes sociétés immobilières: SILL, SCHL, FPHL, FLCL, Logement Idéal et Cité-Derrière. Elle a également participé à la sélection des nouveaux gérants des établissements publics dont le bail était à repouvoir (Le Grand-Café, Le Vieil-Ouchy).

Dans le cadre du projet de réaménagement de la gare, une plateforme pour le relogement des locataires concernés par les démolitions a été mise en place en collaboration avec les CFF.

Suite à l'introduction de la taxe de déchets de base qui prévoit la possibilité, pour les propriétaires, de reporter cette taxe sur les locataires, le service a informé par écrit tous les locataires et a envoyé des notifications de nouvelles prétentions à ceux dont les baux ne prévoyaient pas encore la perception automatique de cette nouvelle taxe.

Le service a poursuivi la mise en place d'un système de contrôle interne conformément au préavis N° 2012/40; des tableaux de bord trimestriels, un tableau de bord annuel ont été établis et un rapport interne sur la gestion des immeubles du patrimoine financier rédigé.

Le départ, en octobre 2013, du responsable de l'unité COLOSA, a entraîné une réorganisation interne qui a abouti à la suppression de cette section administrative. Ce portefeuille a été repris par la division Gérances, qui a été scindée en deux entités qui se partagent désormais les ressources liées au secrétariat de location et à la gestion d'immeubles :

- l'unité Gérance immobilière 1 chargée des portefeuilles des clients externes, soit la CPCL, y compris COLOSA, et la SILL;
- l'unité Gérance immobilière 2 chargée des portefeuilles du patrimoine financier, des contrats de DDP et de gérer les places de parc du domaine privé communal et d'appliquer le plan mobilité lausannois (PML).

L'unité de comptabilité est devenue autonome et s'est vu attribuer la supervision du correspondant en microinformatique du service.

L'unité chargée de la statistique de construction et de logements a été rattachée à l'unité juridique.

Cette réorganisation a permis de dégager l'équivalent de 1 ept et de créer un poste de contrôleur de gestion interne, domaine que la Municipalité souhaite développer conformément au préavis N° 2012/40. Ce poste sera repourvu courant 2014.

## **Unité juridique et statistique**

### *Recours*

L'unité juridique a répondu à 21 recours, déposés en préfecture par des locataires suite aux décisions liées au contrôle des conditions d'occupation des logements subventionnés (principalement revenu trop élevé et sous-occupation notoire). Elle a, par ailleurs, traité cinq recours à la Municipalité concernant l'aide individuelle au logement.

### *Préservation du parc locatif*

En application de la loi sur les rénovations (LDTR 85), 310 dossiers ont été examinés, aboutissant à la rédaction de 48 préavis, touchant 776 appartements, totalisant 42'313 m<sup>2</sup>.

Les loyers pratiqués avant rénovations se situaient, en moyenne, à CHF 185.-/m<sup>2</sup>/an. Après travaux, les loyers admis par les autorités cantonales ont été fixés, en moyenne, à CHF 232.- /m<sup>2</sup>/an, soit un niveau légèrement supérieur au loyer moyen accordé selon le préavis communal de CHF 226.-/m<sup>2</sup>/an.

La législation sur l'aliénation des appartements loués (LAAL 89) a été appliquée à la vente de 51 appartements, totalisant 4'548 m<sup>2</sup>. Le prix de vente moyen s'est fixé à CHF 9'274.-/m<sup>2</sup>.

### *Contrôle des immeubles*

En application de la législation cantonale, l'unité a contrôlé la situation financière, locative, comptable et administrative d'environ 280 immeubles ou groupes d'immeubles.

### *Aide à la pierre*

La Ville a versé CHF 1'687'694.- de subventions destinées à abaisser les loyers des ménages lausannois habitant dans un logement subventionné; le montant accordé est inférieur d'environ 25% à celui de 2012 en raison de la dégressivité.

### *Aide à la personne (AIL)*

Depuis août 2012, l'aide individuelle au logement est gérée par le Service des assurances sociales (SAS).

### *Statistiques*

L'enquête annuelle sur les logements à Lausanne, menée auprès des gérances à l'attention de Statistique Vaud, a montré pour la douzième année consécutive que le marché restait extrêmement tendu puisque le taux d'appartements vacants se montait à 0.10%, alors que l'on considère qu'un marché équilibré doit disposer de 1.5% à 2% de logements libres à louer.

### *Statistiques de la construction (BauStat) et harmonisation des registres (LHR)*

La statistique de la construction ainsi que l'harmonisation des registres (logements et habitants) constituent toujours les deux objectifs statistiques majeurs imposés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) à l'ensemble des communes suisses. Ces données sont saisies et mises à jour par le SLG dans deux applications cantonales (STC et RCB) qui les transèrent ensuite trimestriellement dans le registre de l'OFS.

En 2013, le SLG s'est employé à corriger de nombreuses anomalies – indétectables informatiquement – dans le registre cantonal des bâtiments (RCB), avec la collaboration du Contrôle des habitants et des gérances de la place. Ces dernières sollicitent par ailleurs régulièrement le SLG pour obtenir les identifiants fédéraux EGID (bâtiment) et EWID (logement) qui doivent impérativement figurer sur les nouveaux baux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Pour faciliter la communication des identifiants fédéraux aux gérances, dans le respect de la protection des données, le SLG, en collaboration avec l'Office de l'information du territoire (OIT), a décidé d'introduire dans le RCB un numéro administratif de localisation dont la normalisation est agréée et recommandée par l'OFS. Cette opération de numérotation,

assurée par un auxiliaire rémunéré par le Canton, se poursuivra jusqu'à fin 2015 au plus tard et sera ensuite proposée par l'OIT aux autres communes du Canton.

#### *Bilan de la statistique de la construction de logements*

En 2013, 513 logements ont reçu un permis d'habiter dans des nouvelles constructions et 176 dans des bâtiments existants, ce qui représente un total de 689 nouveaux logements, contre 306 en 2012, soit une augmentation de 383 logements ou de 125%. A ces logements mis en exploitation, il convient d'ajouter les 985 encore en chantier à fin 2013, à raison de 851 dans de nouvelles constructions et 134 dans des bâtiments existants, contre 1'045 en 2012, tous types confondus. Au total, 1'674 logements – terminés ou en chantier – ont été comptabilisés au 31 décembre 2013, contre 1'351 en décembre 2012, ce qui reflète une tendance constructive à la hausse (+24%) qui se poursuit déjà depuis quelques années à Lausanne.

#### **Comptabilité et informatique**

Cette unité regroupe les prestations de comptabilité et d'assistance en micro-informatique.

##### *Comptabilité*

L'actualisation des redevances de droits de superficie a permis de constituer des recettes supplémentaires et de contribuer ainsi au plan structurel d'améliorations financières de la Municipalité (PSAF).

Outre les traitements courants de l'unité, les tâches suivantes ont marqué l'année 2013 :

- La mise en place de la taxe déchets par la Ville a engendré une augmentation non négligeable des tâches liées à l'établissement des éléments budgétaires des immeubles ainsi qu'au bouclement des comptes. En effet, conformément au droit du bail et à la décision municipale du 22 août 2013, une partie de ces prestations est imputée aux immeubles (locaux non chauffés) alors que le solde peut être répercuté sur les locataires ;
- La signature du nouveau contrat de gérance entre la Caisse de pensions et la Ville a occasionné une reprise et une modification de l'ensemble des tarifs des prestations au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ;
- Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2013, les prestations entre la Caisse de pensions et la Ville sont soumises à la TVA, conformément à la décision de l'Administration fédérale des contributions (AFC) du 12 avril 2013. Le programme informatique de gestion des immeubles ne permettant pas de calcul automatique en cours d'année, la TVA a dû être calculée sur les prestations qui ont fait l'objet d'une facturation directe à la CPCL ainsi que sur les honoraires qui ont dû être facturés manuellement pour l'ensemble des immeubles gérés ;
- Un contrôle TVA portant sur les années 2008 à 2011 a été réalisé courant mars 2013 par les représentants de l'AFC ;
- Afin de répondre au délai fixé par la Commission de haute surveillance des caisses de pensions, le Service financier a dû avancer de plusieurs semaines le délai de bouclement des comptes des immeubles de la CPCL et a demandé aux différents services, dont SLG, de faire de même dans la mesure de leurs possibilités ;
- Une augmentation des prestations de comptabilité pour la SILL, Société immobilière lausannoise pour le logement, suite au démarrage de plusieurs chantiers.

#### **Logement social (OCL)**

L'introduction de la loi cantonale du 9 novembre 2010 sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises (LHPS) et, par là même, l'introduction du RDU (revenu déterminant unifié) a fondamentalement changé la calculation du droit à un logement subventionné.

##### *Inscriptions aux logements subventionnés*

2'494 dossiers ont été traités dans l'année (dont 80% de nouvelles inscriptions). L'introduction du RDU a également entraîné un recalcul du revenu déterminant pour plus de 60% des dossiers, les données étant parfois issues de la dernière décision de taxation et devant être réactualisées afin de correspondre à la situation actuelle des demandeurs. Le taux de rotation des baux reste stable (492 en 2013, contre 488 en 2012). Le nombre de demandes de dérogation est en diminution (33 demandes en 2013, contre 51 en 2012). La proportion de non-entrée en matière (personnes ne remplissant pas les conditions d'octroi) est stable à 61%.

##### *Révision des conditions d'occupation*

Le bureau de la révision a contrôlé la situation de 2'564 locataires, conformément à la nouvelle réglementation incluant le RDU. Il a identifié 276 locataires ne répondant plus aux conditions légales (résiliations, suppléments de loyer, suppression partielle et totale des aides) : 178 baux ont été résiliés, contre 86 en 2012 ; 72 locataires ont vu leurs subventions partiellement voire totalement supprimées ; 26 locataires sont désormais soumis à un supplément (contrôles extraordinaires). La diminution du nombre de suppléments perçus s'explique par le fait que le bureau de la révision a reçu comme mandat de limiter son contrôle aux immeubles régis par la loi de 1975, afin de les rendre prioritairement RDU compatibles. Le montant total de suppléments perçus s'élève à CHF 93'281.–. Comme l'année précédente, de plus en plus de locataires font recours en préfecture.

##### *Cellule logement*

Avec 126 nouvelles demandes de relogement traitées, le nombre de demandeurs d'aide reste en légère hausse. Les personnes seules représentent 38%. Ce chiffre, en hausse constante, est représentatif de la problématique des personnes séparées ou divorcées, généralement des hommes, refoulées par les autres structures d'aide.

L'activité de la cellule logement reste stable, avec 53 ménages au bénéfice d'un soutien actif, sous forme de contrat de confiance qui comprend généralement le suivi des bénéficiaires sur deux ans et des garanties en faveur des gérances.

#### *Actions de quartier – Fête des voisins*

Pour sa 9<sup>e</sup> édition, la Fête des voisins a réuni 5'496 participants, dont 1'518 enfants. Parmi les 147 fêtes annoncées, 37% ont compté moins de 25 participants (baisse due à la mauvaise météo). La collaboration avec les fidèles partenaires a bien fonctionné (Migros, Domicim, LFM et les tl); il convient de relever que les SIL facturent désormais la mise sous pli des flyers de promotion. Le site internet propose dorénavant une revue de presse et des vidéos. La page Facebook, liée à Twitter, rencontre toujours plus de fans (268 contre 222 en 2012). Il convient enfin de relever que l'on enregistre une forte demande de matériel venant des habitants d'autres communes.

#### **Gérance immobilière 1 (CPCL / COLOSA / SILL)**

Cette unité gère l'ensemble du portefeuille de la CPCL qui comprend 3'964 logements.

Elle a enregistré 264 mutations pour les logements du marché libre. Ce nombre est inférieur pour les logements subventionnés de la CPCL, et va en diminuant, vu le contexte de pénurie constante; il se montait à 120 en 2013, contre 140 en 2012 et 220 en 2011.

Tous les logements sis dans les premières réalisations de la SILL, au quartier de Provence (chemin de la Prairie 5A-5C), ont été loués fin 2013.

Enfin, suite à l'introduction de la taxe de base relative à l'enlèvement des ordures, l'unité a informé l'ensemble des locataires de la Commune de Lausanne et notifié de nouvelles prétentions à ceux dont le bail ne prévoyait pas l'introduction de cette taxe. Il n'a été enregistré qu'une petite dizaine de contestations qui ont toutes trouvé un arrangement avec les locataires concernés.

#### **Gérance immobilière 2 (PATFIN / DDP / PML)**

Dans un contexte de pénurie accrue de logements vacants, le patrimoine financier, qui compte 742 logements, a enregistré 34 mutations de locataires. A chaque annonce, le bureau de location enregistre des dizaines de demandes d'inscription par objet.

Outre la gestion courante, un appel d'offre a été lancé en été 2013 pour remettre le bail commercial de deux établissements publics, le Café-restaurant le «Vieil Ouchy» en fin d'année et le «Grand-Café» (Casino de Montbenon) qui sera finalisé courant 2014, le temps de réaliser d'importants travaux durant le 1<sup>er</sup> semestre 2014.

#### **Patrimoine administratif**

##### *Gestion technique*

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis tout en absorbant les divers et imprévus. Ces prestations ont été gérées par les adjoints et les gérants techniques de la division.

Parmi les importants travaux effectués, il convient de citer les réalisations suivantes :

- remplacement de la chaudière du Théâtre de Vidy;
- réaménagement de places de travail, suite à la réorganisation des services, à Port-Franc 18, de la réception de l'ORP à Chauderon 9 et des locaux de la Cinémathèque Suisse à Ansermet 3;
- remplacement de faux-plafonds amiantés, remise en état des sanitaires et rafraîchissement de douze cellules au CPA de Valmont;
- études et planification du remplacement de la menuiserie extérieure du CVE de Montelly;
- étude et planification du remplacement des ascenseurs de Chauderon 7;
- travaux de mise en conformité d'hygiène et de sécurité.

Dans le cadre du préavis crédit-cadre 3<sup>e</sup> étape, bouclé en fin d'année, elle a poursuivi d'importants travaux d'entretien, comme :

- la rénovation et la restauration des perrons de la Villa Mon-Repos;
- la mise en conformité incendie des écoles à la montagne des Chevalleyres et de la Barboleuse, la réaffectation et le remplacement de la chaudière du pavillon, le remplacement des jeux extérieurs de l'école à la montagne des Chevalleyres;
- les aménagements extérieurs et la modification de la cuisine de production de repas du CVE La Chenille à Cour 16.

Dans le cadre du préavis crédit-cadre 4<sup>e</sup> étape (2013-2017), il a été procédé aux travaux d'assainissement des façades et de la toiture des Figuiers 28 ainsi qu'au remplacement du système de régulation des mesures-contrôle-régulation des installations techniques CVCS de Chauderon 4.

En ce qui concerne les projets d'investissement, les travaux ont été réalisés au Théâtre de l'Arsenic, au Musée romain de Vidy ainsi qu'à la Maison de quartier de la Pontaise. Les travaux ou projets en cours concernent l'assainissement énergétique des façades du bâtiment administratif de Chauderon 4, la rénovation et la transformation de l'exposition permanente ainsi que l'entretien du bâtiment du Musée historique de Lausanne et le remplacement de la cuisine du Théâtre de Vidy. Par ailleurs, la division représente le Service des bibliothèques et des archives pour le projet de la Maison du livre et du patrimoine (MLP).

En début d'année, suite à l'incendie de la partie administrative de la Bibliothèque municipale de Chauderon 11, d'importants travaux d'assainissement et de nettoyage ont été engagés et la bibliothèque a pu être rouverte après trois semaines. Les travaux de reconstruction ont débuté en janvier 2014 pour une durée d'environ trois mois.

#### *Unité d'exploitation et de nettoyage*

L'organisation de l'unité de nettoyage a été optimisée. Après une période d'essai, elle a fusionné, au 1<sup>er</sup> juillet, avec l'unité d'exploitation. Ainsi, les responsabilités du personnel encadrant ont été redistribuées : il a été procédé à la nomination d'un contremaître, d'un responsable d'unité, de trois chefs d'équipe, un pour la partie *exploitation* et deux pour la partie *nettoyage*. Cette réorganisation a pu être réalisée dans le cadre du budget ordinaire.

L'équipe d'exploitation a principalement réalisé et/ou coordonné les travaux de détection incendie de plusieurs locaux de Chauderon 7 et 7A et de Chauderon 9, la distribution électrique du réseau de secours, l'étanchéité des niveaux *Terrasse* et *E1* de Chauderon 9, l'entretien général des installations de ventilation et d'éjecto-convecteurs et le suivi des travaux de régulation des mesures-contrôle-régulation des installations techniques CVCS de Chauderon 4.

En ce qui concerne l'équipe de nettoyage, il a été procédé à :

- la planification et la réalisation partielle des nettoyages à fond des bureaux ;
- la définition du concept de gestion des déchets au patrimoine administratif et à la mise en place d'une phase test ;
- l'optimisation du suivi des nettoyages courants ;
- la gestion optimisée des fournitures par le regroupement des livraisons ;
- l'encadrement et la formation de stagiaires provenant de diverses structures, afin de compléter la formation théorique par la pratique professionnelle ou dans le cadre d'une réinsertion professionnelle.

#### *Secrétariat et location*

Outre le soutien habituel apporté à la réalisation de nombreuses tâches, les prestations comprennent désormais la location des locaux administratifs, afin de mieux répondre aux attentes des services de l'administration.

### **Section technique**

#### *Pour le patrimoine Ville*

La section technique a mené à bien, et dans le respect des coûts le dernier chantier inclus dans le crédit-cadre 3, soit les travaux liés au restaurant du Théâtre 12 (remplacement du chauffage à mazout par le CAD, réfection des ventilations du salon Bailly et de la cuisine ainsi que l'aménagement de vestiaires pour dames).

Après l'analyse d'une douzaine de bâtiments et l'adoption par le Conseil communal, fin 2012, du crédit-cadre 4, il a été procédé à la planification des travaux de réfection, hors budget d'entretien courant, ce qui a permis de mener à terme les travaux relatifs au restaurant du Théâtre 12, soit l'aménagement d'une desserte et la réfection du bassin-fontaine, et d'extraire la citerne de Florimont 1.

Deux projets de partenariat public/privé, portant sur des domaines privés et permettant de répondre à une demande des riverains, ont vu le jour en 2013 :

- la pose d'éclairage public au chemin du Cap, en partenariat avec d'autres services de la Ville ainsi qu'avec la participation financière de propriétaires riverains. Ces travaux ont été terminés en octobre à la grande satisfaction des habitants du quartier ;
- la sécurisation du passage de Riant-Mont, avec mise à l'enquête ; les travaux seront réalisés au printemps 2014.

Enfin, il convient de relever plusieurs projets de rénovations lourdes :

- l'étude pour la réfection de l'immeuble dit «Le Pointu» (rue Neuve 2), en collaboration avec le Service d'architecture, s'est poursuivie avec la finalisation des éléments techniques : le préavis devrait être soumis au Conseil communal au printemps 2014 ; il présente notamment un nouveau programme de petite restauration avec débit de boisson ainsi que la création d'un loft dans les combles ;
- la réalisation de la dépollution et la démolition du secteur nord de Malley-Centre (Chablais 18), en novembre 2013, en vue de l'échange de terrain avec les CFF.

#### *Pour le patrimoine CPCL*

Les nouveaux projets et chantiers menés pour le compte de la CPCL sollicitent fortement la section. Une priorisation des futurs grands travaux, effectuée en 2009, a permis de finaliser en 2010 une planification financière à dix ans qui est respectée.

Parmi les chantiers de rénovations lourdes, l'opération Ecole de Commerce 1 s'est déroulée dans le respect des coûts et des délais et n'a fait l'objet d'aucune contestation de loyer après travaux en 2012. Une fois les études réalisées début 2013, l'opération s'est poursuivie par le chantier Ecole de Commerce 5, qui a débuté fin mai 2013 et qui se terminera fin mars 2014.

Une première étape de travaux a été réalisée dans le parking de Chauderon en vue d'améliorer la sécurité des usagers.

A St-Martin 31, la transformation et le changement d'affectation du bâtiment de logements en bureaux pour la Police Municipale a débuté.

Le remplacement de la production de froid de l'Hôtel de Police (St-Martin 33) est achevé.

Deux projets de construction d'immeubles de logements respectant *Minergie* et *Minergie Eco* sont en cours : Sauges 18 et Diablerets 11.

Un projet de construction d'un immeuble de quarante logements avec surfaces commerciales à Chailly 12, en partenariat avec la Caisse de pensions de la BCV, est en cours. Le dossier d'enquête a été déposé le 12 février 2013.

Dans le quartier des Fiches Nord, la demande de permis de construire de huit immeubles, soit 133 logements, a été déposée. Différents contacts et rencontres ont permis de faire retirer les oppositions ; le permis est en voie d'obtention. La phase d'appel d'offres est en cours et le début de chantier est prévu en juillet 2014.

Courant 2013, la section a repris la gestion administrative du projet de la Maison du livre et du patrimoine (MLP) et vient en soutien à la Direction générale de projet (DGP). Des séances de coordination avec les Axes forts et le futur utilisateur sont menées régulièrement.

#### *Pour le patrimoine CPCL COLOSA*

La section technique a repris la responsabilité des futurs chantiers d'investissement de ce patrimoine en automne 2013.

Au Pavement 41 à 63, un projet de construction de trois immeubles *Minergie* de 97 appartements est en cours avec la fixation définitive des typologies et l'optimisation du projet avant mise à l'enquête.

A la Borde 45-47-49-49 bis et aux Crêtes 26-28, une analyse a été menée qui conduira à la rénovation lourde de ces immeubles.

A Cheneau-de-Bourg 2-4-6-8, une analyse de faisabilité d'un projet de peinture murale est en cours.

### **Durabilité et économie de la construction**

#### *Etat d'avancement du préavis «3'000 nouveaux logements durables»*

Le tableau ci-dessous présente les nouveaux logements habités, en développement ou mis en chantier au cours de l'année 2013 :

Nom du projet	Programme	Statut
Praz Gilliard	16 villas (4 individuelles et 12 jumelles)	habité (livré en 2013)
Provence, Prairie 5a à e	120 logements en location, dont 28 «protégés»	habité (livré en juin 2013)
Le Communet	16 logements en PPE (sur droit de superficie)	chantier en cours (livré à la mi-2014, partiellement habité)
Sébeillon Est (réalisation privée suivie par le SLG)	354 logements en location	permis accordé, ouverture du chantier 2013
Bochardon 11-13	13 logements coopératifs	en attente du permis définitif
Avenue de Morges 139	104 logements (1/4 en PPE et 3/4 en location)	chantier en cours, livré à la mi-2015
Bonne-Espérance 30-32	59 logements (40 subventionnés + 19 marchés libres)	chantier en cours, livré fin 2014
Les Fiches (lot 7 - CPCL)	133 logements (marché libre)	permis accordé, ouverture du chantier en 2014
Les Fiches (lots 8 + 9 - SILL)	131 logements (subventionnés / régulés/PPE)	traitement des recours, ouverture du chantier en 2014
La Sallaz	28 logements (marché libre)	permis accordé, ouverture du chantier fin 2013
Avenue de Sévelin	66 logements (subventionnés)	développement de projet
Réservoir du Calvaire	186 logements (subventionnés et régulés)	concours d'architecture et développement de projet
Pra Roman Nord	80 logements (régulés en coopérative d'habitants)	concours d'architecture et développement de projet
Jorat – Pont Rouge	55 logements (régulés + PPE)	préparation du concours d'architecture
Pavement	97 logements (subventionnés)	développement de projet
Les Fiches (lot 11 – SILL)	194 logements (subventionnés, régulés, étudiants et PPE)	concours d'architecture achevé ; développement de projet
Les Fiches (lot 6 – FLCL)	31 logements (subventionnés)	concours d'architecture achevé

En 2013, la section chargée de l'accompagnement des projets développés sur les parcelles communales a contribué à l'avancement de près de 1'700 logements. Elle a participé à la livraison de 136 logements et au suivi des chantiers de 533 logements. Quant à l'initiation de nouveaux projets, le phénomène d'accélération observé en 2012 s'est confirmé, voire intensifié cette année puisque la section a contribué au développement d'onze projets<sup>1</sup> totalisant 1'014 logements.

Depuis 2006, année de lancement de l'opération 3'000 logements, on enregistre quelque 825 logements habités et près de 1'550 logements à un stade avancé de développement (préparation du dossier d'enquête, en attente d'un permis de construire ou en chantier). Sur ces 2'375 logements, nous comptons 27% de subventionnés, 31% de loyers régulés, 33% en marché libre et 9% en PPE. Du point de vue écologique, 33% des logements sont au bénéfice du label *Minergie*, 32% *Minergie Eco* et, conséquence directe de l'adoption du préavis établi en réponse au postulat Rossi, 35% de ces 2'375 logements sont compatibles 2'000 Watts (*Minergie P*, *Minergie P Eco* ou équivalent).

<sup>1</sup> Bochardon 11-13, Les Fiches (lot 7 – CPCL), Les Fiches (lots 8 + 9 – SILL), La Sallaz, avenue de Sévelin, Réservoir du Calvaire, Pra Roman Nord, Jorat – Pont Rouge, Pavement, Les Fiches (lot 11 – SILL), Les Fiches (lot 6 – FLCL)

### *Métamorphose*

Engagée dans la direction de projet Métamorphose et assumant la coresponsabilité du site des Plaines-du-Loup, la section a participé aux avancements marquant suivants :

- établissement du préavis N° 2013/27 sur Métamorphose ;
- finalisation du plan directeur localisé des Plaines-du-Loup et établissement du préavis N° 2013/61 ;
- définition d'un processus d'attribution des lots du quartier des Plaines-du-Loup et consultation des parties prenantes en vue de la rédaction du préavis en réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin ;
- pilotage de la mise à jour du concept énergétique des Plaines-du-Loup et des études liées au contracting énergétique ;
- développement d'un modèle d'investissement adapté au quartier des Prés-de-Vidy et participation aux réflexions devant aboutir au futur programme de ce site.

### *Partenariat interservices*

La section a été sollicitée pour accompagner la construction de 14 projets en termes de durabilité et d'économie : la ferme des Saugealles, Neuve 2, Industrie 6, Sauges 18, Diablerets 11, projet FITA (centre de tir à l'arc), La Maison du livre et du patrimoine, la salle de gymnastique du Collège de Béthusy, Pavement, Petit-Vennes, Saint-Martin 16-18, la Plantaz, Vernand Camarès et Vallon.

### *Mandats externes*

Lors de concours d'architecture et/ou d'urbanisme, la section est amenée à réaliser des prestations rémunérées visant à évaluer la durabilité des projets. Dans ce cadre, l'Ecole Hôtelière de Lausanne (EHL) a mandaté la section pour l'assister dans la prise en considération de la durabilité de l'extension de son campus au stade du Master plan.

### *SMEO, outil de management de la durabilité*

A ce jour, le site [www.smeo.ch](http://www.smeo.ch) compte plus de 4'000 utilisateurs actifs dont ¼ d'Alémaniques. L'année 2013 a permis de finaliser la nouvelle version intégrant désormais le concept de *Société 2'000 watts* ainsi qu'une prise en charge des aspects économiques et financiers des projets immobiliers.

### *Communication*

Les principales actions ont été menées dans les domaines suivants :

- implication en tant que membre du comité de direction de l'Association Eco-Bau et du groupe Développement durable du canton de Vaud ;
- communication sur le retour d'expérience du projet 3'000 logements durables et, plus largement, des réalisations de constructions menées et planifiées par la Ville (CAS EPFL «SméO, théorie et pratique» – Conférence SIPAL «Eco-quartiers» - Séminaire Eco-Bau Romandie 2013; Cours EPFL LAST «Plaines-du-Loup, de l'écoquartier au quartier durable»).

## **BIBLIOTHÈQUES & ARCHIVES DE LA VILLE (BAVL)**

### **PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE**

#### **Bibliothèques**

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de politique publique du livre et de la lecture
- politique documentaire : organiser et gérer l'offre documentaire du réseau des bibliothèques en fonction des publics, de leurs pratiques et des transformations de l'environnement éditorial
- services au public : organiser l'accueil des différents publics pour offrir un service de qualité
- médiation : proposer un programme d'animations et expositions pour tous les publics ainsi que des accueils de groupes, notamment scolaires
- préservation courante des collections : organiser les travaux de reliure et d'entretien ainsi que l'équipement des documents destinés au prêt

#### **Archives de la Ville**

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées. Constitution d'archives historiques et action pour une bonne gouvernance documentaire au sein de l'administration
- services au public : offrir un accueil de qualité pour guider, informer et soutenir les différents publics
- médiation : proposer des animations publiques ou pédagogiques
- gestion d'une bibliothèque et d'une documentation d'intérêt scientifique et patrimonial sur Lausanne et sa région
- gestion d'un centre de numérisation pour la préservation et communication des archives historiques notamment

#### **Centre BD de la Ville**

- mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée. Constitution d'archives historiques et de collections de référence
- centre de compétence et de mise en valeur des fonds pour recherches, expositions et manifestations publiques

## EFFECTIF DU PERSONNEL

**Tableau 1.1. - plan des postes**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre BD de la Ville	1.30	1.30	1.30	1.30
Les Archives de la Ville	7.40	7.40	7.40	7.40
Les Bibliothèques de la Ville	42.03	41.53	42.33	42.33
<b>Total service</b>	<b>50.73</b>	<b>50.23</b>	<b>51.03</b>	<b>51.03</b>

**Tableau 1.2.- variation en ept alloués**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013
Unité administrative	
<b>Total service</b>	<b>+ 0.30</b>

Cette augmentation d'EPT est financée par le Canton dans le cadre du mandat de prestation signé avec la DGEO.

**Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Unité administrative	1 <sup>er</sup> janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Centre BD de la Ville	2	1.30	2	1.30
Les Archives de la Ville	8	7.40	8	7.40
Les Bibliothèques de la Ville	59	41.53	60	42.33
<b>Total service</b>	<b>69</b>	<b>50.23</b>	<b>70</b>	<b>51.03</b>

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

**Tableau 2.2. - apprenti-e-s**

	1 <sup>er</sup> janvier	31 décembre
Unité administrative		
Archives de la ville	1	1
Les Bibliothèques de la Ville	1	1
<b>Total service</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

**Tableau 2.3. - mouvements du personnel, excepté transfert inter-service (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	3	3

**Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)**

Convention de départ	
Décès	
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	
Licenciement fin droit traitement	
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif	
Licenciement reconversion ext.	
Licenciement suppression poste	
<b>Total service</b>	<b>3</b>

## ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

L'année 2013 est une année paradoxale : alors que de nombreux projets et réformes prenaient corps, le 20 janvier 2013, un incendie criminel a détruit les bureaux du personnel installé à la place Chauderon 11 lequel s'est retrouvé sans outil de travail du jour au lendemain. En trois semaines toutefois, les espaces publics ont été nettoyés et restitués aux usagers à la réserve des postes internet réquisitionnés pour le personnel et de la salle de lecture convertie en espace professionnel durant toute l'année. Cet incident très inconfortable a fortement perturbé le travail des bibliothécaires et la mise à

disposition des nouveautés. Dans ce contexte, la fréquentation publique enregistre une baisse des prêts de 4% (874'000 contre 910'000 en 2012) et un recul du nombre de lecteurs actifs (23'039 personnes). Compte tenu de l'incendie, rapporté au nombre de jours ouvrables, le recul est toutefois limité puisque l'on est passé de 3'513 à 3'494 opérations d'emprunt par jour (-0.5%). Sur le volet patrimonial, sans changement par rapport à 2012, 1'973 prestations sont dénombrées aux Archives, tandis que le Centre BD a confirmé son dynamisme.

L'activité du service s'est focalisée sur les axes suivants :

1. Réaménagement des locaux de Chauderon 11 : suite à l'incendie, communication publique, inventaire et élimination du mobilier pollué, assainissement des bureaux incendiés (désamiantage), mise à l'enquête du projet de réaménagement, validations budgétaires et soumissions sous la conduite du Service du logement et gérances, du Service juridique et de l'ECA. Travaux programmés pour le premier trimestre 2014.
2. Projet de Maison du livre et du patrimoine (MLP) au Flon : exposition des résultats du concours d'architecture au Forum d'architecture, vote du préavis présentant les principes de financement et d'implantation du bâtiment ainsi que les conventions foncières. Publication du PPA pour la MLP. Elaboration de l'avant-projet architectural.
3. Déménagement de la bibliothèque de Grand-Vennes : préavis adopté par le Conseil communal pour transférer la bibliothèque installée dans les locaux de l'établissement scolaire Isabelle-de-Montolieu sur la place de la Sallaz, dans le cadre d'un projet de construction immobilière. Installation prévue pour 2015.
4. Politique publique du livre : rédaction du rapport-préavis formalisant les objectifs de la politique publique du livre et de la lecture, pour soumission au Conseil communal au premier semestre 2014.
5. Système d'information du réseau des bibliothèques : le préavis concernant le renouvellement du logiciel des bibliothèques et l'introduction de la technologie RFID pour faciliter l'organisation du prêt, a été transmis au Conseil communal. La commission s'étant réunie, le vote interviendra durant le premier semestre 2014.
6. Gouvernance documentaire de l'administration : préparation conjointe avec le Service informatique (SOI) d'un préavis pour concevoir et implanter une gestion documentaire efficace au sein de l'administration.
7. Identité et politique de communication du service : logos, ligne graphique et nouveau nom pour le service ont été mis en œuvre. La signalétique des bâtiments a été revue. La communication sur les animations et la programmation des activités culturelles du service a été unifiée selon le nouveau modèle graphique.
8. Réaménagement des espaces de Montriond afin d'améliorer l'accueil et le cadre général de présentation des collections. Un espace «rencontre et délasserment» est ainsi clairement délimité au sein de la bibliothèque tandis que l'usage de la cour terrasse a été valorisé pour l'été.
9. Organisation interne du service : affermissement de la gestion en mode projet par la formation des cadres et la mise en place d'outils facilitant le bon suivi des dossiers. Refonte du plan de classement des bibliothèques.

## **BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE**

### **FAITS MARQUANTS**

- Activité de prêts : la bibliothèque de Chailly, très orientée vers le public familial et les jeunes, tout comme le bibliobus, ont connu une hausse significative des emprunts. Après deux années très intenses, le volume de prêts à la bibliothèque Jeunesse s'est tassé en 2013 (-3%) tandis que le site de Chauderon subissait la plus forte baisse (-7%). Une part de la baisse peut s'expliquer par un nombre d'accueils scolaires plus limité en 2013 (-6%) et plus orienté sur l'animation et le plaisir de la lecture que l'emprunt.
- Actions hors les murs : outre la prestation de «Livres à domicile» en partenariat avec le Mouvement des Aînés pour faciliter le prêt de livres en faveur de personnes à mobilité réduite, la piscine de Bellerive a fourni l'occasion d'offrir durant quatre semaines estivales lectures et documents aux usagers. Plus de 1'000 personnes ont profité de cette prestation conviviale, occasion d'une collaboration nouvelle avec l'association «Osons les livres». Par ailleurs, dans le cadre de la campagne *Moi & les autres*, un projet intergénérationnel a permis aux bibliothécaires d'agir en médiateur entre jeunes et personnes âgées. Ce projet a permis d'élargir à l'ensemble de la Ville une offre déjà expérimentée par les bibliothèques, proposant des rencontres entre des classes du secondaire et des EMS (ou appartements protégés), en collaboration étroite avec plusieurs bibliothèques scolaires. Ces dernières devant prendre le relais à l'avenir, l'équipe de Montriond, en fer de lance, approchera les associations d'accueil aux migrants (Appartenance) et d'encouragement à la lecture (Lire et Ecrire, Français en jeu).
- Fidèles à leurs missions de formation, les bibliothèques ont accueilli une nouvelle apprentie et huit stagiaires (pré-HES) tandis que 13 personnes ont bénéficié de la «Semaine découverte» pour faciliter, par une prise de contact, leur orientation professionnelle.
- Participation du chef de service au comité de l'association des bibliothèques de lecture publique vaudoises (Bibliovaud) en tant que trésorier, administrateur du site web. Délégation aux comités de la Fondation pour la promotion de la bande dessinée et de la Fondation C.F. Ramuz. Il a également donné une conférence touchant la stratégie d'un service rassemblant bibliothèques de lecture publique et structures patrimoniales sur invitation de la bibliothèque de la Chaux-de-Fonds lors d'un colloque international.

## Evolution nette de l'offre documentaire des bibliothèques

	2013		2012		2011		2010	
	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis	Fonds	Acquis
Chauderon Adultes	101'153	14'916	102'973	10'538	109'372	11'115	111'987	10'710
Bibliothèque Jeunesse	61'425	5'371	61'924	5'013	60'328	5'098	59'404	6'027
Entre-Bois	26'787	3'782	27'039	2'892	29'455	3'188	30'033	3'722
Montriond	32'941	4'991	33'961	3'243	37'074	3'564	39'798	3'662
Grand-Vennes	26'384	3'429	26'457	2'421	26'115	3'341	26'325	3'481
Bibliobus	8'409	1'373	8'370	994	6'827	927	8'692	709
Chailly	8'385	1'532	7'885	674	7'602	688	7'056	728
Magasin	69'518	15	70'559	30	81'272	28	122'149	45
<b>Total</b>	<b>335'002</b>	<b>35'409</b>	<b>339'168</b>	<b>25'805</b>	<b>358'045</b>	<b>27'949</b>	<b>405'444</b>	<b>29'084</b>

Du fait de l'incendie, les livres détruits ont dû être rachetés ce qui a déclenché une activité de rattrapage. Cette situation a limité le travail mené dans le dépôt des bibliothèques en vue d'évaluer la qualité des collections. On notera toutefois que ce travail nécessaire et non achevé, a permis depuis 2010 de réduire de 17% le stock globalement disponible. Il ne s'agit pas de limiter l'offre en soi mais de garantir la mise à disposition d'ouvrages dont les contenus sont actualisés et de ne plus conserver de documents non sollicités, soit par vieillissement de l'information, soit par perte d'intérêt dans la mise en page et l'illustration, ou autre.

### Reliure et entretien des livres

En 2013, l'atelier de reliure a traité 22'081 livres neufs (2012: 19'976) et effectué 514 réparations (2012: 650) pour éviter d'éliminer des livres encore demandés par le public. Le personnel de l'atelier de reliure participe toujours activement à la préparation matérielle des expositions.

### Services au public et politique d'accueil

3'735 personnes se sont nouvellement inscrites dans les bibliothèques en 2013 (3'947 en 2012)

Nombre de prêts et prolongations: 873'702 (Chauderon: 40%, Bibliothèque Jeunesse: 25%)

Moyenne de prêts par jour d'ouverture: 3'494 (2012: 3'513)

Moyenne d'emprunts par lecteur dans l'année: 38 (2012: 37)

Accès à distance

– Consultations des comptes personnels: 82'990 (2012: 80'814)

○ dont prolongations: 24'803 (2012: 24'374)

– Recherches en ligne dans le catalogue: 334'072 (2012: 366'447)

### Gestion des collections et vie du réseau des bibliothèques

En 2013, une collection de DVD et Blu-ray a été introduite sur les sites de Chauderon et de la bibliothèque Jeunesse. Forte d'environ 1'000 titres, elle sera progressivement renforcée et étendue à tout le réseau. Le succès de cette offre a été immédiat (15'426 prêts en six mois).

Des outils d'analyse ont été conçus par la déléguée à la politique documentaire et mis à disposition des bibliothécaires en charge des acquisitions ainsi que des responsables des sites de quartier. Ces outils servent à fixer des objectifs clairs en matière de politique documentaire. L'enjeu consiste à disposer d'un suivi précis et de nourrir une bonne communication entre les acquéreurs, les responsables de sites et toutes les personnes impliquées dans la gestion des collections.

De plus, le projet pilote mené sur le site de Grand-Vennes consistant à transférer l'intégralité de la gestion des collections au responsable du site, s'est poursuivi. Les résultats montrent l'impossibilité d'une décentralisation totale mais suggèrent des pistes pour renforcer une gestion documentaire spécifique aux bibliothèques de quartier permettant une offre pensée au plus près des attentes des usagers compte tenu de la taille des collections et des atouts d'une gestion en réseau.

### Programme culturel des bibliothèques

Les bibliothèques de la Ville ont proposé un programme gratuit d'activités culturelles fort de 120 rendez-vous durant l'année. Ces animations sont pensées pour répondre aux attentes du plus grand nombre (en fonction de l'âge, de l'origine sociale, de la langue). Par ces activités culturelles, les bibliothèques agissent en partenaire naturel des autres acteurs culturels de la région lausannoise (en 2013, La Datcha, l'association 45 Tour, La Fondation Hirondelles, les Amis de la reliure d'art Suisse).

Elles contribuent directement à mettre en lumière la richesse et la qualité des lettres romandes en travaillant avec auteurs, éditeurs, libraires et bibliothécaires de la région. Il faut retenir pour l'année, les opérations suivantes :

- Exposition «Lire un plaisir qui s'expose» (90<sup>e</sup> anniversaire des éditions Plaisir de Lire)
- Six Cartes blanches à un écrivain romand sous forme de soirées-événements conçues par les auteurs invités
- Les Mordus de la lecture (rencontre entre public, libraires et bibliothécaires lausannois autour de la rentrée littéraire)

- Soirée slam par la SLAAM
- Speed-booking (club de lecture)
- Samedi des bibliothèques vaudoises (association BiblioVAUD)
- La Nuit de la Lecture (animations en ville de Lausanne)

A Entre-Bois, la bibliothèque a participé avec succès à la fête de quartier «Bellevaux en fête» afin de renforcer son ancrage dans la vie des habitants.

### **Accueil de classes et animations autour de la lecture pour la jeunesse**

L'action culturelle se conjugue à une offre destinée aux jeunes, dès la naissance. Les bibliothèques poursuivent notamment la mise à disposition des ouvrages inscrits aux prix *Chronos* et *Enfantaisie*.

Classes, Centres de Vie Infantile, APEMS sont régulièrement reçus. En 2013, 907 visites ont été dénombrées, dont 487 à la bibliothèque Jeunesse, 287 à Montriond, 68 à Grand-Vennes, 33 à Entrebois, 21 à Chailly et 11 accueils à Chauderon (2012 : 963 visites au total).

A Entre-Bois, suite à l'arrivée d'une nouvelle équipe, la collaboration avec la bibliothèque scolaire s'est mise en place. Les visites de classes, conformément aux souhaits de la DGEO, se sont succédé permettant aux élèves du niveau primaire de faire parfois leurs premiers pas en bibliothèque. A Montriond, les visites scolaires touchent un nombre toujours plus large de classes relevant notamment des établissements de Floréal ou Mon-Repos. A Chauderon, un programme de développement des accueils s'est traduit par des visites organisées au profit de l'Organisme pour le Perfectionnement scolaire, la Transition et l'Insertion professionnelle (OPTI), la Fondation Verdeil et l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM).

Les accueils «Né pour lire», les lectures en langue étrangère, des ateliers de bricolage ou de calligraphie, des après-midi jeux en partenariat avec les ludothèques, des contes ont été proposés sur tous les sites et rencontrent toujours un grand succès au point de générer des listes d'attente compte tenu des capacités d'accueil. A la bibliothèque Jeunesse, Jean-Claude Mourlevat, auteur français de grande réputation, a proposé une soirée lecture avec interventions musicales, tandis que les éditions Paloma étaient invitées pour la sortie d'un kamishibai (genre narratif japonais, sorte de théâtre ambulant où des artistes racontent des histoires en faisant défiler des illustrations devant les spectateurs) bilingue.

En 2013, la bibliothèque de Grand-Vennes a expérimenté une forme inédite de cycle d'animation. A 18 reprises, les bibliothécaires proposaient soit une heure de l'imaginaire centrée sur des histoires soit une heure des idées sous la forme de goûters philo. Près de 200 enfants ont bénéficié de cette offre.

## **LE CENTRE BD**

### **Collections et inventaires**

Grâce aux dons, le fonds du Centre BD se développe et s'enrichit. Ainsi, la dessinatrice Veronik (Veronik Frossard de Rose) a remis ses archives : scénarios, planches originales, contrats, esquisses, photos. C'est un fonds majeur qui documente une figure singulière et importante de la bande dessinée des années 1970. Sept autres personnes ont offert planches originales (George Pichard), albums (anciennes éditions), périodiques, essais critiques (notamment des productions rares du Groupe d'études littéraires dessinées actif en Romandie dans les années 1960), documentation.

Le Centre procède en parallèle à des achats d'imprimés manquants auprès de collectionneurs ou libraires spécialisés. Il faut citer un lot de huit planches originales très rares de Robert Lips, dessinateur et inventeur du personnage emblématique de la culture suisse : Globi. A relever également parmi ces nouvelles acquisitions, des bandes dessinées romanches, les planches originales du livre «Pure Perte» paru chez l'Association, dessiné par le Suisse Alex Baladi, un lot de trois planches originales où Lausanne sert de décor, par José Roosevelt ainsi qu'un lot de trois planches de Ursula Fürst, dessinatrice suisse active dans les années 1980 pour le périodique Strapazin. Une collection rare de 200 bandes dessinées underground a également rejoint le fonds : ces productions avaient été rassemblées par Urban Gwerder, activiste politique en Suisse alémanique dans les années 1960.

La base de données des albums de bd du Centre compte désormais 51'279 notices. Le travail sur les collections de périodiques s'est poursuivi : la collection Spirou (1938-2012) a été totalement traitée (inventaire, conditionnement de 4'271 fascicules en 156 boîtes de conservation et près de 300 recueils). La collection Micky Maus (en allemand, exhaustive entre 1951 et 2010) a également été traitée y compris les gadgets accompagnant les volumes (2'881 fascicules en 88 boîtes de conservation). Enfin, le traitement du fonds des périodiques Marvel a débuté (tris imposants liés à l'hétérogénéité éditoriale de ces publications).

Toujours au titre de la gestion des collections, on relèvera que le journal «La Pomme» soit 24 numéros publiés à Yverdon en 1970 et 1971 par l'éditeur Kesselring, ont été numérisés avec le soutien de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire de Lausanne (BCUL).

### **Expositions**

#### *L'storgia dals retorumantsch*

L'exposition présentée dans le cadre de BD-Fil 2012, suite au don du dessinateur alémanique Peter Haas, a été reprise en 2013, à la bibliothèque de Chauderon et à Winterthur (centre culturel Alte Kaserne).

### *Veronik, femme de crayon*

En marge de BD-Fil 2013, le centre BD a présenté à la bibliothèque de Chauderon une exposition du fonds remis par la dessinatrice Veronik, l'une des premières femmes dessinatrice de bande dessinée en Suisse.

### *Les anges passent*

Le Centre a accueilli à la bibliothèque de Chauderon une exposition mettant en lumière les représentations de la figure angélique dans la bande dessinée. Cette exposition conçue par Daniel Thurre avait été présentée initialement à la Cathédrale de Lausanne à l'occasion du festival BD-Fil 2013.

### *Félicitations ! C'est un monstre ! Les naissances monstrueuses dans la bande dessinée*

Le château et musée de Valangin (NE) a proposé, en collaboration avec le Centre BD, une exposition consacrée aux naissances monstrueuses dans la bande dessinée. Le commissariat général de cette exposition de grande ampleur – plus de 200 reproductions présentées – ainsi que sa scénographie étaient sous la responsabilité du château de Valangin. Le Centre BD, était co-commissaire et responsable scientifique de l'exposition avec un soutien logistique des Archives de la Ville de Lausanne. A titre de remerciement, six dessins originaux réalisés par Boulet – auteur invité de l'exposition – ont été remis au Centre BD à l'issue de l'exposition. L'exposition a bénéficié d'une bonne médiatisation (RTS, Radio Télévision Neuchâteloise, Canal Alpha).

En sus, le Centre a été sollicité pour la mise à disposition de documents pour les expositions suivantes : « Identité juive et bande dessinée » (Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne, Festival des cultures juives), « Underground Comix » (Fumetto, Lucerne), « La BD avant l'album » (Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne, Université de Lausanne), « Die Abenteuer der Ligne claire / Der Fall Herr G. » (Cartoonmuseum, Bâle), « Destination Tokyo » (Sion, festival de l'Association valaisanne pour la promotion de la culture japonaise), « Neunzehnhundertsiebzig. Material, Orte, Denkprozesse Franz Karl Basler-Kopp. Fantastische Bildwelten » (Kunstmuseum, Lucerne), « Pop Art » (Louisiana Museum of Contemporary Art au Danemark, Moderna Museet de Stockholm et Barbican Art Gallery à Londres).

### **Conférences**

Le Centre BD a été invité à se présenter dans le cadre d'un séminaire sur la bande dessinée et le moyen-âge à l'UNIL (« Le Moyen Âge dans la culture populaire d'aujourd'hui » Prof. Alain Corbellari, Prof. Alexander Schwarz et Dr. Annalisa Izzo).

Le conservateur a été sollicité pour l'exposition « Yaks, Yetis, Yogis – Tibet im Comic » (Museum Rietberg Zurich) pour diriger une table ronde avec le dessinateur suisse Cosey. Il a également donné une conférence sur le thème « Wie werden Comics gelesen ». Sur invitation de l'ambassade suisse de Vienne (Autriche), le conservateur est intervenu (tables rondes et conférence) dans le cadre du Comics-Festival Wien, un festival organisé par l'Institut français d'Autriche dans le cadre du Salon Europe francophile. Il a également participé à une table ronde sur le thème « collectionner la BD » (Fumetto, Lucerne) et donné deux conférences sur la bande dessinée dans le cadre de la Swiss Hotel Management School (Montreux).

### **BD-Fil 2013**

Le centre BD a poursuivi sa collaboration avec BD-Fil. Il a organisé une nouvelle rencontre des collectionneurs suisses, rassemblant une vingtaine de personnes. Le Centre BD a également organisé dans le cadre du festival une table ronde autour de trois auteures de bande dessinée suisses : Anne-Marie Simond, Veronik et Hélène Becquelin. Sous le titre « Tous des machos ! », la rencontre a permis de cerner les conditions de travail des femmes dans un environnement fortement masculinisé. Le débat animé par Béatrice Meizoz, ancienne directrice du Festival BD de Sierre, a rencontré un beau succès, faisant salle comble.

Enfin, le Centre a mis gratuitement à disposition du festival 72 « flip books » pour l'exposition « La magie des flip books » ainsi que 24 périodiques 3D pour l'exposition « Matthias Picard Jim Courious ».

### **Concours « Des couleurs pour Cosey »**

Le Centre BD a organisé un concours de mise en couleur d'une planche inédite de Cosey. Ce concours présidé par Cosey, ouvert aux amateurs, a permis d'exposer à la bibliothèque Jeunesse 18 planches reçues, à côté du travail de huit professionnels romands invités par le Centre BD et confrontés à la même demande. La qualité des travaux a permis de présenter les planches durant le Festival Tramlabulle (Tramelan) ainsi qu'à Bâle (Comic Shop).

### **Recherche**

La recherche portée par les universités de Lausanne et Fribourg dans le cadre du FNRS à partir de périodiques issus des collections du Centre BD, sur les années 1945-1959, s'est poursuivie. 28 doctorants, étudiants, élèves de gymnases (Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Pully) ont sollicité le Centre notamment pour leurs travaux de fin d'études gymnasiales, mémoires de bachelor, dans le cadre de séminaires SHS de l'EPFL ou pour des doctorats.

### **Réseau**

Le directeur du « Boomfestival » (Saint-Pétersbourg) et un professeur de l'université de Santa Catarina (Brésil) ont rendu visite au Centre BD dans le cadre de leurs travaux. Trois collectionneurs ont également pu découvrir les collections du Centre BD. Enfin, le Swiss Comics Artists Association (SCAA), les Amis de BD-Fil, le Cercle Littéraire de Lausanne ont été également accueillis durant l'année.

## Communication

Un reportage radiophonique a été réalisé sur le Centre BD dans le cadre l'émission «On en parle» sur La Première (RTS)

## ARCHIVES DE LA VILLE

### FAITS MARQUANTS

Dans une équipe sans changement de personnel, il faut relever la rupture de contrat de l'apprentie pour des raisons personnelles au 25 mars 2013 et le recrutement et accueil d'une nouvelle apprentie dès le 19 août.

Pour les Archives, la mutation numérique est en marche. Le microfilmage de protection a été totalement abandonné au profit d'une numérisation directe des originaux accompagnée d'un programme de rétro-numérisation des microfilms qui a pu débuter en partenariat avec le service du Contrôle des habitants.

Les Archives sont toujours actives dans le projet «Panorama 2» pour permettre une utilisation partagée d'un logiciel libre de rédaction d'inventaires d'archives. Le logiciel (ICA Atom) a été installé de manière pérenne sur un serveur de la Ville et permet de faire des tests.

Au chapitre des locaux, on notera la révision des directives d'alarmes effraction-feu-eau, avec rappels touchant le fonctionnement des installations de sécurité et les procédures à suivre. Dans les locaux du Maupas, des réparations ont été faites touchant l'amenée du gaz au sous-sol, ainsi que des éléments électriques pour la chaufferie. Dans le local ventilé, l'humidificateur a été remplacé. Dans le dépôt des Plaines du Loup, des travaux de mise aux normes du monte-charge ont été menés, la détection incendie revue, tandis que des problèmes d'infiltration d'eau au sous-sol ont pu être résolus sans dommage pour les documents.

En vue du déménagement des Archives à la Maison du livre et du patrimoine, l'équipe a été mobilisée pour évacuer tout ce qui ne devait pas trouver place dans les nouveaux locaux. Une opération place nette rendue nécessaire pour limiter les frais de déménagement.

Le chef de service a poursuivi son activité au sein de la rédaction de la revue professionnelle *Arbido*, et anime la revue lausannoise *Mémoire Vive*. Il a continué ses travaux au sein de plusieurs comités professionnels (Association des archivistes suisses, Association vaudoise des archivistes, Association pour l'Etude de l'histoire régionale, Association Mémoire de Lausanne). Les archivistes ont rédigé des contributions scientifiques, notamment éditées dans les revues *Arbido* et *Mémoire Vive*.

### Consultation

1'064 personnes (2012: 1'021), dont 679 nouveaux inscrits (2012: 664), ont eu recours aux services des Archives. 1'973 prestations ont été dénombrées (2012: 1'811).

### Animations

Les archivistes ont effectué des recherches documentaires pour différentes publications et collaboré à la réalisation d'expositions ou manifestations: Michel Vidoudez illustrateur (Musée historique de Lausanne), Bellevaux en fête (bibliothèque d'Entre-Bois), 50<sup>e</sup> anniversaire du groupe-accidents du corps de police et préparation pour une soirée de dégustation «Au temps jadis» organisée pour la mise des vins 2013 à l'Abbaye de Mont (Mont-sur-Rolle).

L'archiviste adjoint a reçu les guides d'accueil du Mouvement des Aînés de Lausanne pour une introduction aux recherches documentaires dans un dépôt d'archives (huit participants) et a assuré l'accueil de séminaires d'étudiants en histoire médiévale de l'UNIL.

L'activité «Découverte» dans le cadre du programme des activités culturelles proposées par la Ville aux écoles a été renouvelée par l'archiviste adjointe et a permis d'accueillir deux classes soit 33 élèves en 2013.

Un atelier de généalogie a été organisé dans le cadre du *Passeport-vacances*.

### Formation

Une nouvelle apprentie a été accueillie aux Archives dès le 15 août.

L'archiviste adjoint a été délégué au groupe de travail chargé de l'examen du plan de formation des apprentis en information documentaire. Il a également co-organisé le cours interentreprises «inventaires d'archives» destiné à ces apprentis, en collaboration avec les Archives de Montreux et les Archives de l'Institut et Haute Ecole de la Santé La Source Lausanne (22 participants).

De plus, quatre stagiaires ont été accueillis par l'équipe tandis que les Archives ont été associées à la «semaine découverte» co-organisée avec les bibliothèques.

Le chef de service a été invité par la HEG de Genève pour donner un séminaire d'introduction aux archives.

### Gestion documentaire administrative

En 2013, les Archives et le SOI ont repris et reformulé leurs objectifs communs. La mise en place d'une gouvernance documentaire pour l'administration est clairement souhaitée. Elle doit articuler objectifs, rôles, procédures et outils informatiques, afin de responsabiliser et de donner les moyens à l'ensemble des collaborateurs de l'administration, de produire

et gérer, sécuriser et partager, conserver et éliminer les documents numériques. Cette démarche conditionne le passage à un archivage électronique pérenne. Le travail mené durant l'année avec le SOI a permis de faire un tour d'horizon des enjeux de la gestion documentaire dans les services en vue de la rédaction du préavis (questionnaire auprès des chefs de service, ateliers de travail thématiques réunissant 50 collaborateurs issus de différents services de la Ville pour sensibiliser, mobiliser et recueillir les besoins ; analyse de solutions du marché).

En parallèle, l'archiviste adjointe a également remis au responsable du réseau RRH, un guide méthodique et un plan de classement/calendrier de conservation qui devraient servir à améliorer la gestion des dossiers du personnel dans les services.

Elle a également conduit un projet d'amélioration de la gestion documentaire des bibliothèques de la Ville (révision de l'arborescence sur le répertoire partagé du service grâce à la conception d'un plan de classement).

Des conseils en matière de pré-archivage des documents ont été proposés par l'archiviste adjoint à six services et à quatre institutions privées.

### **Archives historiques (versements et inventaires)**

Durant l'année, 65 versements (2012: 54) ont été effectués, dont 20 pour l'administration communale (2012: 11). Au 31 décembre, les archives privées sont constituées de 696 fonds différents (2012: 677). 26 inventaires ont été finalisés (2012: 26) dont un très gros travail relatif aux archives du service d'urbanisme.

La base de données des conventions (actes notariés impliquant la Ville de Lausanne) compte 991 références pour des actes signés depuis 1994 (2012: 902).

Les informations concernant les fonds photographiques disponibles aux Archives pour le répertoire en ligne photoCH ont été réactualisées (<http://www.photo-ch.ch/>).

Un archiviste a collaboré aux recherches pour la sortie d'une plaquette historique à l'occasion du 175<sup>e</sup> anniversaire de l'Ecole Vinet tandis que le chef de service faisait une intervention dans un colloque organisé à l'Unil sur l'exposition nationale 1964.

### **Archives audiovisuelles (sons et archives filmiques)**

Dans un contexte purement numérique, l'archivage audiovisuel impose des ajustements techniques rapides, directement liés aux changements technologiques. La migration des données stockées sur cassettes numériques lisibles par magnétoscopes se poursuit. Un changement de format de référence a été introduit, conforme aux standards internationaux (Mjpeg 2000). Compte tenu des versements, les fichiers de référence sont stockés aux Archives sur des bandes numériques (Ultrium) hors ligne. En 2013, la collection s'est enrichie de 42 téraoctets. La gestion de ces données a été réévaluée avec le SOI afin de disposer d'une sauvegarde des archives audiovisuelles sur disques au SOI et sur bandes Ultrium aux AVL qui doit être mise en œuvre dès janvier 2014 (en plus de la migration des bandes LTO-4 sur LTO-6 par les AVL).

En 2013, 918 heures d'images et 210 heures de sons provenant de 54 fonds différents, ont été traitées et, en partie, analysées (2012: 1'885 heures). Les productions de La Télé (525 heures), les fonds du Conseil communal, de la TVRL, de Radio Acidule et de Caux ont occasionné les traitements les plus massifs.

1'446 productions vidéos ou sonores sont accessibles en ligne sur la web TV ([www.dartfish.tv/lausanne](http://www.dartfish.tv/lausanne) ; 2012: 1'101).

L'archiviste en charge des fonds audiovisuels a apporté son expertise technique, exécuté des captations vidéos, réalisé des montages, encodé des clips, assuré des prises de sons pour différents partenaires (site internet de la Ville de Lausanne, Association des archivistes suisses, Bibliothèques et Centre BD de la Ville, ECAL, Université de Lausanne, Service social, Centre de loisirs des Bergières, Archives communales d'Yverdon). Il a également été amené à présenter la problématique des archives audiovisuelles dans le cadre d'un cours de la protection des biens culturels.

Deux étudiants en master cinéma (Unil) ont effectué un travail pratique sur les archives dites d'amateurs. Les archives audiovisuelles ont été présentées dans le cadre de deux séminaires à des étudiants d'histoire à l'Unil.

Une demande de soutien financier a été adressée à Memoriav pour les projets de sauvegarde des archives sonores et filmiques de la Fondation Initiatives et Changement (ex Réarmement moral à Caux), en partenariat avec cette fondation et les Archives cantonales vaudoises. Le soutien a été obtenu et permettra de financer le travail dès 2014.

### **Restauration, microfilmage, numérisation**

Le travail de restauration des archives porte désormais sur 1'033 unités documentaires, à savoir registres, affiches, parchemins ou plans (2012: 997).

La collection de microfilms de préservation est désormais close avec 2'590 bobines 35 mm. A cela s'ajoutent des collections 16 mm pour un total de 2.1 millions de prises de vues. La préservation par reproduction passe exclusivement par la numérisation. 26'754 prises de vue numériques ont été effectuées (2012: 23'500) dont 3'782 plans issus des dossiers de police des constructions (2006-2007) et 266 numérisations réalisées pour les activités du Centre BD.

En 2013, un vaste programme de rétro-numérisation a été lancé. Il s'agit de tirer profit des microfilms produits au fil des années pour constituer une bibliothèque numérique accessible en ligne pour faciliter la consultation des documents d'archives. Vu les forces disponibles, c'est la démarche offrant le meilleur rapport qualité-prix. Un premier chantier prioritaire

a été ouvert avec les fiches du contrôle des habitants dont les originaux avaient été détruits lors de l'informatisation du système et dont on ne possède que les images microfilmées. En 2013, 668'664 prises de vues ont été ainsi numérisées et partiellement traitées pour leur consultation en ligne réservée à l'interne de l'administration pour l'instant.

### **Bibliothèque et documentation**

Pour la première fois en 2013, l'inventaire de la réserve précieuse a été réalisé. Cette collection d'ouvrages et de brochures anciennes compte 491 titres parus entre 1477 et 1850. Ce travail a permis de corriger de nombreuses erreurs, de cataloguer des ouvrages qui ne l'étaient pas et surtout de permettre une meilleure connaissance de ces imprimés anciens.

Le projet de service pour un archivage pérenne de la littérature d'intérêt lausannois a été conduit par la bibliothécaire des Archives, débouchant sur un rapport définissant les critères de sélection à appliquer pour les bibliothécaires en charge des collections littéraires adulte et jeunesse des bibliothèques de la Ville.

Un important travail de tri et d'épuration des imprimés stockés dans le grenier des Archives a été mené, qui a conduit à leur élimination pure et simple ou à l'intégration dans les collections des Archives ou dans celles d'institutions sœurs des titres retenus. Cette zone de dépôt avait vu au cours du temps une quantité impressionnante de documents s'accumuler, qu'il fallait traiter avant tout déménagement.

Le travail de collaboration avec la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCUL) et l'entreprise Assy pour la numérisation des périodiques vaudois s'est poursuivi et s'est traduit par le prêt des titres suivants : Nouvelliste vaudois, Le Matin, Journaux lausannois réunis, Revue de Lausanne, Propos vaudois. Il concerne des années spécifiques, en fonction de chaque titre et des problèmes rencontrés dans les collections de la BCUL (reliure, pages manquantes, etc.). A la fin décembre 2013, 24 Heures, Le Matin et le Nouvelliste vaudois sont consultables sur le portail numérique Scriptorium.

Le site internet permet de consulter la bibliographie lausannoise mise à jour pour la période 2007-2011.

Une présentation de l'application donnant accès aux débats du Conseil communal via internet a été effectuée à l'intention des conseillers communaux le 29 janvier 2013. Elle a réuni une vingtaine de conseillers.

Une collaboration avec le Mouvement des Aînés a été initiée afin d'intégrer dans la documentation électronique des Archives, les travaux de fin de formation des guides d'accueil, ainsi que des dossiers qui servent aux visites réalisées dans le cadre de Lausanne Estivale. Un travail de numérisation rétrospective depuis 1987 a été réalisé. Ces travaux doivent permettre d'avoir accès à une information pratique et accessible au plus grand nombre, donnant un éclairage sur des curiosités lausannoises. Toujours dans le cadre de la formation des guides, la bibliothécaire a soutenu le responsable en charge de l'élaboration d'un cours intitulé «Bibliothèques et Documentation en ligne».

Des efforts sont faits pour intégrer les documents numériques disponibles sur l'Intranet de l'administration ou sur Internet dans la documentation des Archives (suivi de newsletters d'associations ou de personnes, dossiers réalisés par des services de l'administration). Ce travail passe par l'identification des personnes-clé et des éditeurs-web, pour sensibiliser au travail mené par les Archives et créer un lien qui facilite le travail.

En 2013, 2'816 notices documentaires d'intérêt lausannois ont été créées, intégrant les données livrées par la revue de presse de la Ville, les réponses des archivistes et des numérisations rétrospectives (2012 : 3'004). La base documentaire compte désormais 64'332 références dont 25% sont directement issues de l'argus de presse quotidien.

L'indexation avec accès direct aux transcriptions des séances du Conseil communal par informatique compte 9'028 notices consultables en ligne (2012 : 8'754).

Il convient de relever qu'aucun bulletin n'a été édité dans une version officielle en 2013. Depuis la séance du 27 septembre 2011, seules des versions provisoires sont disponibles sur l'intranet. Afin de pouvoir continuer à assurer une recherche efficace dans cette source, les débats continuent à être indexés et analysés et des fichiers générés par objet, leur intégration en full-text dans la base Cindoc étant retardée, dans l'attente d'une reprise du travail de rédaction des bulletins et de leur publication officielle.

367 titres nouveaux ont rejoint la bibliothèque des Archives en 2013 (2012 : 418). 60% sont le fait de dons ou sont issus de fonds d'archives. Le catalogage dans la base de données romande a porté sur 590 titres (2012 : 574 titres). Avec 51 prêts, le nombre d'échanges interurbains reste stable.

On relèvera l'acquisition de certains imprimés anciens qui enrichissent le fonds patrimonial lausannois :

- Montenach, Joseph-Nicolas de : *Mandement de Monseigneur l'Evêque de Lausanne au sujet des processions*, 1775
- Montenach, Joseph-Nicolas de : *Mandement de Monseigneur l'Evêque de Lausanne relatif aux troubles qui ont agité le Pays*, 1781
- En provenance de l'Etablissement secondaire de Béthusy, on notera une édition quasi complète de l'*Encyclopédie de Diderot et d'Alembert*, Société typographique 1780-82, 36 vols (le vol. 19 est manquant).